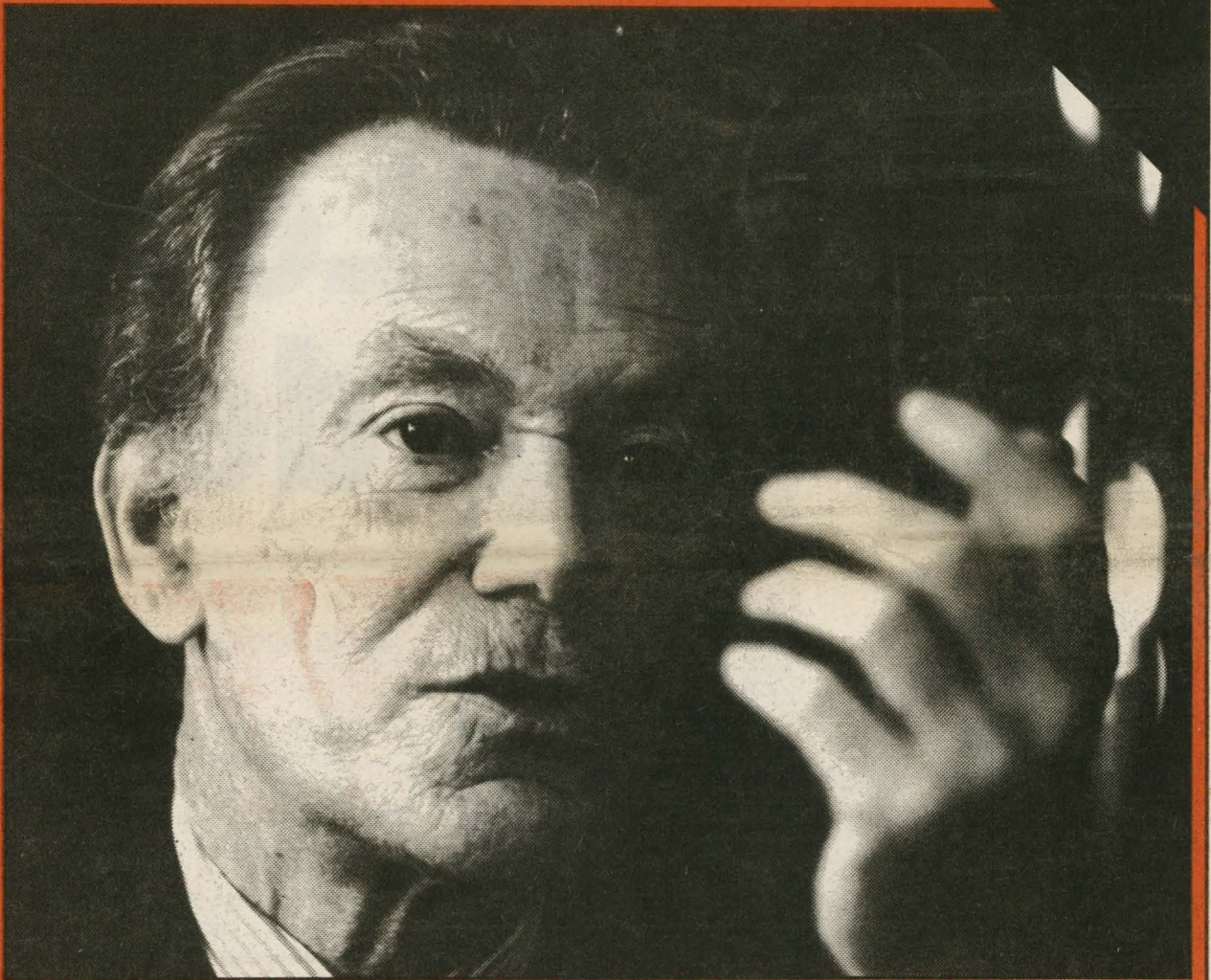


ROUGE

**Défendez-vous
Défendez Rouge !**
(pages 19, 20, 21)

Chirac
**Pourquoi
il perd
les pédales**



Syrie
**Le mythe
et la réalité**

Coluche
**Destin
d'un
saltimbanque**

LE MINISTERE DE LA HAINES



Le ministère de la haine

Code de la nationalité, prisons privées, enfermement des drogués : Albin Chalandon se fait omniprésent. Sa philosophie est à l'image de la société que nous préparent les libéraux : brutale, sadique, absurde.

□ Il s'en fallut de peu, au cours des mois qui suivirent le 16 mars, qu'on attribue à Albin Chalandon l'étiquette de « *Badinter de droite* ». Il est vrai qu'à ce moment, le bel Albin cultivait une image de modéré. Au point que certains, à gauche, se laissèrent abuser. Ce qui permit, soit dit en passant, de faire adopter plus facilement des lois renforçant les pouvoirs de la police, facilitant les procédures judiciaires d'urgence, réduisant les mesures d'individualisation des peines et développant les prérogatives de l'administration et du pouvoir politique en matière de terrorisme et d'immigration.

Le masque est tombé. Le garde des Sceaux tend même à prendre la place jusque-là occupée par le tandem Pasqua-Pandraud, discrédité par une succession de bavures, d'erreurs et de déclarations intempestives. Depuis quelques semaines, pour rassurer le parti de la trouille qui contribua si amplement à la victoire de la majorité, Chalandon se fait omniprésent. C'est lui qui parle d'un rétablissement de la peine capitale pour les « terroristes ». C'est lui qui évoque une éventuelle suspension de la participation française à la Convention européenne des droits de l'homme. C'est lui qui entend faire la chasse aux drogués. Et

c'est encore lui qui présente, ce mercredi, au Conseil des ministres, le projet de réforme du Code de la nationalité, avant de défendre, la semaine suivante, la privatisation du système carcéral.

Seuls de grands naïfs pourraient s'étonner de pareille métamorphose. Depuis son arrivée place Vendôme, notre homme se

Le ministre paranoïaque rejoint le renifleur d'affaires juteuses dont la carrière se confond avec les scandales.

trouve en effet sous influence. Son cabinet est truffé de représentants de l'extrême droite judiciaire — en l'occurrence, des membres de l'Association professionnelle des magistrats — et de conseillers tout droit venus de la sphère Peyrefitte. Ceux-là développent sur la justice l'idée bien particulière que les verdicts expéditifs doivent se conjuguer avec l'exemplarité des peines.

Il apparaît donc fort naturel que, dans tous les domaines, Chalandon se fasse l'apôtre d'une logique d'exclusion. Le meilleur indice en est évidem-

ment le bouleversement préparé des conditions d'accès à la nationalité française. De même que les patrons, confrontés à la crise, cherchent à se débarrasser des « excédents » de main-d'œuvre, le pouvoir veut chasser de l'Hexagone une partie de ses habitants. S'inspirant des thèses chères au Front national, il entend à cette fin, rompre avec la vieille tradition démocratique qui veut qu'un homme appartienne au pays dans lequel il est né. Certes, face à l'hostilité du Conseil d'Etat, quelques assouplissements ont été introduits dans le projet de loi. Mais la principale disposition demeure. Dès lors, comme l'indique très justement le sociologue Hervé Le Bras : « *Si l'on abandonne cette tradition, on va créer des étrangers en France. Immigrés et étrangers sont deux notions différentes. Immigré fait référence à un mouvement (...) A l'inverse, dans le mot étranger, je vois une logique de séparation...* »

Les immigrés ne sont pas les seules victimes du ministre de la Justice. Au sein même de la population autochtone, on définit maintenant des catégories indésirables, des parias, qu'il convient au plus vite de mettre à l'écart. Dès son entrée en fonction, Chalandon enjoignit ainsi aux tribunaux de faire preuve de « fermeté ». Résultat : en quel-

ques mois, la population carcérale s'est accrue de sept mille personnes. On recense cinquante mille hommes et femmes derrière les barreaux pour seulement trente-deux mille cinq cents places. A ce rythme, ils seraient près de soixante mille à l'horizon 1990. Une perspective que la place Vendôme prépare froidement, puisque l'augmentation de 10 % de son budget pour 1987 profite essentiellement à l'administration pénitentiaire, donc au recrutement de gardiens supplémentaires.

Logique brutale, sadique, absurde ! Loin de résoudre les maux de cette société, le tout-carcéral ne fait que les aggraver. Le développement de la délinquance est avant tout un produit de la misère, du chômage, de l'échec scolaire. Y répondre par

d'être des malades ». Peu importe que l'usage de stupéfiants témoigne d'une détresse insoutenable, d'un divorce avec l'environnement social. Peu importe également que l'expérience des toxicologues démontre qu'un sevrage brutal débouche presque automatiquement sur la récidive. Les hommes au pouvoir ont une vision simple, pour ne pas dire simpliste, des choses. Quiconque ne s'adapte pas aux conditions sociales du moment doit être déclaré irrécupérable.

C'est ici que le ministre paranoïaque rejoint le renifleur d'affaires juteuses, dont la carrière se confond avec certains des plus grands scandales de la V^e République. L'orientation en vigueur nécessitant la construction de

vingt-cinq à trente mille nouvelles places de prison et l'heure étant à la désétatisation, quoi de plus naturel que d'ouvrir ce nou-

Avec la réforme du Code, on rompt avec une vieille tradition démocratique qui veut qu'un homme appartienne au pays où il est né.

veau marché aux capitaux privés ? Si cela risque de coûter trois cents francs par jour et par détenu aux contribuables, les firmes impliquées en retireront par contre un pactole de l'ordre

de huit milliards. On comprend qu'une dizaine de sociétés de BTP — à commencer par Dumetz, Spie-Batignolles, Bouygues, SAE, etc. — offrent leurs services et qu'Accor, la Société hôtelière de ravitaillement maritime, ou le Club Méditerranée concourent pour la gestion de futures taules privées.

Reste qu'on entre dans une effrayante dynamique. La méthode libérale suppose la recherche d'un profit maximum. Pour être rentable, le système Chalandon nécessitera donc une clientèle « fidélisée » pour ne pas dire en extension constante. De la privation de liberté définie comme provisoire et exceptionnelle, on passera de fait à la recherche de l'incarcération à tout prix.

Par la grâce d'un simple texte de loi, on se croirait revenu un siècle en arrière. Au temps où quelques familles sans scrupules s'enrichissent en gérant les maisons d'arrêt et en organisant le travail des prisonniers à leur avantage. Le bilan fut si catastrophique que l'administration pénitentiaire mit rapidement fin à l'expérience. Mais Chalandon l'a apparemment oublié.

Au travers de ses déclarations ou de ses projets, Chalandon trace parfaitement le spectre de la société que nous prépare le libéralisme sauvage. C'est bien pourquoi il faut mettre en échec ce représentant de la dérive sécuritaire, de la ségrégation et de la haine.

Christian Picquet

De la détention conçue comme provisoire et exceptionnelle, on passera bientôt à l'incarcération à tout prix.

Voyage au bout de l'enfer

De 1974 à 1976, Hélène Dorlhac de Borne est secrétaire d'Etat à la Condition pénitentiaire, sous les ordres d'un Premier ministre nommé Chirac. Dans un ouvrage paru voici deux ans, elle relate son expérience. Son témoignage démontre que ni le tout carcéral ni la privatisation des prisons ne sont acceptables.

l'enfermement revient à vouloir guérir un pneumonique en le plongeant dans l'eau glacée. Car comment oublier que la majeure partie des prisonniers n'expient que des délits mineurs (vols, escroqueries, etc.), leur peine n'excédant pas six mois ? Comment ne pas voir que la population pénale symbolise les inégalités sociales, 36 % des entrants étant sans profession et 42 % étant ouvriers ou employés ? Comment passer sous silence qu'une moitié du peuple des prisons est en détention préventive, c'est-à-dire que, présumée innocente, elle attend le jugement ? Comment ne pas constater, à l'instar de l'ancienne secrétaire d'Etat, Hélène Dorlhac (voir ci-contre), que l'incarcération, en désocialisant l'individu, favorise la récidive ?

Et pourtant ! Comme pour faire bonne mesure, le vieux play-boy du gouvernement envisage d'étendre encore le nombre des citoyens soumis à l'enfermement. L'un de ses projets consiste ainsi à traiter les toxicomanes comme des malades psychiatriques ou des alcooliques dangereux. S'il était adopté par le Parlement, il permettrait de « placer » d'office les drogués, sur simple demande de leur famille ou du procureur de la République. En outre, le simple fait d'être trouvé en possession de drogue conduirait *ipso facto* devant les tribunaux, avec inscription automatique de la peine au casier judiciaire. C'est clair, pour Chalandon, les drogués sont des « délinquants avant

□ Les prisons... Cela allait être mon univers pendant un peu plus de deux ans. Pour moi, la France touristique s'effaçait, pour devenir la France des prisons. (...)

Cette misère des prisons françaises, que nos concitoyens ont découverte d'une façon aveuglante lors des mutineries de l'été 1974, il semble que, dix ans après, le voile et le mystère se soient à nouveau refermés sur elle. Pourtant, tous ceux qui, de par leur fonction, ont eu à pénétrer dans une prison se sont mobilisés pour dénoncer le scandale (je ne parle pas seulement de l'opinion d'anciens détenus qui pourrait paraître suspecte à certains). Les propos prononcés par M. Aydalot, alors premier président de la Cour de cassation, il y a dix ans, devant le Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire, résultant une enquête effectuée par les procureurs généraux sur les prisons, sont toujours d'actualité : « locaux vétustes, inadaptes, délabrés, à la limite de la sécurité pour le personnel, comportant pour la population pénale des risques d'incendie, mal chauffés ou pas du tout ; surpeuplement créant une promiscuité redoutable en raison de l'hétéro-

généité de la population pénale. Survivance encore des cages à poules... ». Cages à poules : cellules grillagées individuelles, accolées les unes aux autres, minuscules, prisons dans la prison, véritables cages qui rappellent les trop célèbres « fillettes » de Louis XI. Fort heureusement, cette pratique barbare des cages à poules, dont j'ai pu voir les dernières à la prison d'Eysses, allait être définitivement supprimée.

Dans ce contexte désastreux, la construction dans les années

1970 de la prison de Fleury-Mérogis, la grande maison d'arrêt de la région parisienne, a fait naître un nouvel espoir.

N'était-elle pas l'aboutissement de toute une série de recherches en matière d'architecture pénitentiaire, et ne devait-elle pas répondre aux normes modernes de la détention ? (...)

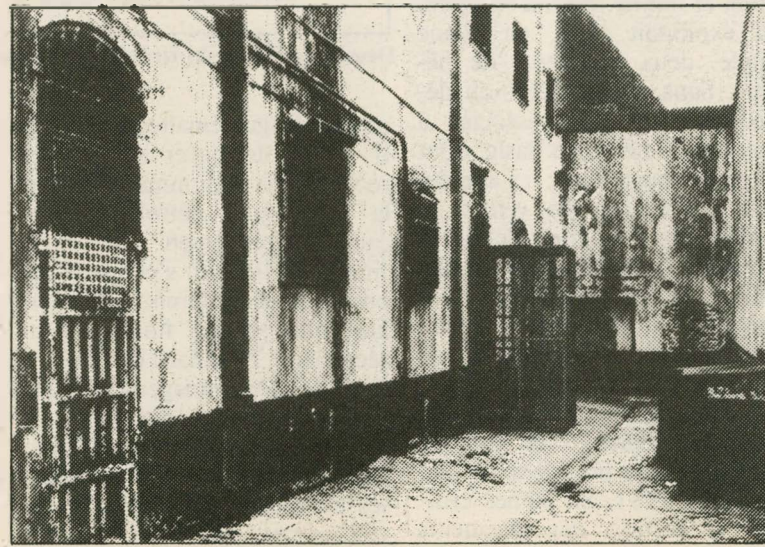
Les cellules sont claires, assez vastes, avec un coin sanitaire isolé, et équipées d'une installation radiophonique permettant à la fois la retransmission des programmes sélectionnés et la diffu-

sion des consignes. De longs couloirs blancs : tout y est presque aussi feutré et aseptisé que dans un hôpital. Le mélange rationnel de modernes gadgets et de cellules enfin habitables pouvait faire penser que Fleury-Mérogis constituerait le prototype de prison idéale. En fait, il a vite fallu déchanter. Dans cette prison que personne n'ose plus maintenant appeler « prison modèle », on se suicide plus qu'ailleurs, on absorbe des doses massives de tranquillisants, on se taillade les veines et on monte sur les toits. (...)

On a dit de ces prisons modernes qu'elles sont « déshumanisées ». Les conditions carcérales nouvelles qu'elles offrent ont des conséquences paradoxales. Elles apportent au détenu des conditions décentes de vie, et rendent son univers moins sordide. Mais le modernisme excessif peut dans certains cas nuire aux contacts humains et aggraver chez le détenu l'effet d'isolement et de rupture créé par l'incarcération. Leur conception est donc à revoir.

Mais, mon « voyage au bout de l'enfer », c'est dans les vieilles prisons que je l'ai effectué : qu'il s'agisse des maisons centrales comme Eysses, Clairvaux ou

« Pas de travail ni d'enseignement, seulement une heure de promenade dans une cour minuscule. »



Poissy, ou des maisons d'arrêt comme Strasbourg, Colmar, Clermont-Ferrand, pour ne citer que celles-là.

Ce sont les maisons d'arrêt qui sont les plus sordides, à la fois vétustes et surpeuplées. Elles « abritent », dans des conditions de vie indignes de notre époque, des hommes et des femmes qui ne sont pas encore jugés, et souvent des jeunes délinquants primaires.

Que dire aussi des conditions de travail des personnels dans ces locaux insalubres ? Ici, la réalité dépasse en horreur la fiction. Derrière les hauts murs d'enceinte, gardés par les miradors, de part et d'autre de cou-

loirs étroits et sombres, c'est la succession de cellules exiguës, mal éclairées par une petite lucarne striée de barreaux, aux murs décrépis, zébrés d'humidité. Le mobilier est succinct : un lit de fer, une table minuscule, une chaise ; le « coin sanitaire » est rudimentaire, non isolé et parfois même sans eau courante. Aux murs, des photos d'êtres chers, ou seulement des images pornographiques qui soulignent le sevrage sexuel provoqué par la privation de liberté.

Par manque de place et de moyens, il n'y a pas de travail pour les détenus, ni d'enseignement pour les jeunes, seulement une heure de promenade dans

une cour minuscule. La monotonie de la journée n'est rompue que par l'ouverture de la cellule par le surveillant qui apporte la nourriture, le courrier, ou bien les somnifères. Beaucoup de prisonniers, pour lutter contre l'angoisse de la nuit, absorbent leur dose quotidienne de barbituriques ; cette dose, leur étant distribuée tôt dans la soirée pour les commodités du service, les laisse insomniaques pendant toute la fin de la nuit, zone d'ombre et de désespoir, heure de prédilection pour les tentatives de suicide.

C'est de cet isolement très marqué dans certaines prisons et du manque d'activité que les

détenus souffrent le plus. Tous les spécialistes reconnaissent que cet état a un effet aliénant et destructurant sur la personnalité. Le détenu, du fait de la privation de liberté, doit — ce qui est inéluctable — couper ses liens affectifs avec l'extérieur ; mais il perd peu à peu — ce qui est plus grave pour l'avenir — les réflexes de la vie de groupe qui sont les bases de la vie en société. (...)

Dans d'autres prisons, c'est le surpeuplement qui entraîne les conséquences les plus graves : dans certaines cellules, on trouve quatre ou cinq prisonniers au lieu d'un seul ; de cette promiscuité naît trop souvent la contagion de la perversion. Surtout

lorsque de nouveaux arrivants, souvent jeunes et délinquants primaires, côtoient les vieux habitués des prisons. La prison reste encore une véritable « école du vice ». Une hiérarchie se crée, avec ses « caïds ». C'est l'exploitation des plus faibles par les plus rusés, et l'on retrouve dans ce monde clos et fermé, où tout élément prend une grande résonance, les mêmes injustices liées à l'argent que dans le monde libre. La prison est un « microcosme » de notre société dont les tares sont exacerbées.

Extraits tirés
de *Changer la prison*.
Editions Plon

Albin, de face et de profil

De la trésorerie du parti gaulliste à la direction d'Elf-Aquitaine en passant par la banque de Marcel Dassault, Albin le magnifique, c'est une vie bien remplie et des milliards partis en fumée.

Accrochez vos ceintures, et commençons le voyage en « avion renifleur ». Ces petites bêtes exercèrent leur talent, il y a une dizaine d'années, au temps où Chalandon était PDG d'Elf-Aquitaine. Elles étaient supposées capables de détecter les gisements de pétrole, grâce à leur long nez. D'où l'intérêt de la chose pour une société comme Elf qui acheta, pour 400 millions de francs, l'exclusivité du procédé.

Il fallut trois ans de tentatives rocambolesques et de « reniflages » sans succès, avant que les financiers de l'Etat et de la compagnie pétrolière se rendent compte de l'escroquerie. Un milliard avait été déboursé. A quoi donc a-t-il bien pu servir ? Selon le dernier numéro d'*Article 31*, on retrouve mêlés à l'intrigue « la haute finance suisse, des milieux religieux liés au franquisme finissant et à la droite de la Démocratie chrétienne italienne (...), des cercles et individus liés à des titres divers à la droite européenne la plus conservatrice et à la barbouzerie privée (?) anticommuniste ».

Il est intéressant de citer quelques-uns des acteurs de cette escroquerie. Antoine Pinay, ce célèbre ministre des Finances auquel Balladur rendit sa première visite après son entrée en fonctions, est du nombre. Le « cercle Pinay » était d'ailleurs en contact avec l'Heritage Foundation, organisation américaine ultra-réactionnaire qui soutient Reagan. Il collaborait également avec Franz-Joseph Strauss, le « taureau de Bavière », et avec l'Institute for the Study of Conflicts, pour lequel travaillait, entre autres, Arnaud de Borch-

grave, ce journaliste du *Washington Times* (financé par la secte Moon) qui vient de se faire remarquer par son interview de Chirac. Le réseau se prolongeait en Belgique par l'Académie européenne de sciences politiques, fondée par l'archiduc Otto de Habsbourg... Le « cercle Pinay » ou l'académie en question recevaient beaucoup d'argent, à l'époque où les avions reniflaient... directement dans les caisses d'Elf.

Mais question gros sous, l'affaire des avions renifleurs n'est rien à côté des frais du mariage provisoire d'Elf — présidée par Chalandon — avec la Compagnie générale occidentale de « Sir » Jimmy Goldsmith. Celui-ci, patron de *l'Express*, et supporter déclaré de Jacques Chirac. Il fait parler de lui aujourd'hui en rachetant les Pres- ses de la Cité et en lançant une OPA sur Goodyear, premier fabricant mondial de pneumatiques. L'« opération Guatemala », comme l'a baptisée le *Canard enchaîné*, qui réunit Albin et Jimmy, débuta en 1980. Elf exploitait alors, en pleine jungle, deux gisements de pétrole. Sans grand succès au demeurant. Elle était associée à une société nommée Basic, dont Albin-le-magnifique s'aperçut tout à coup qu'elle venait de tomber sous le contrôle de la Générale occidentale de Goldsmith. A la direction de Basic, on retrouvait Gilberte Beaux — banquière et financière de haut vol, connue en France pour être ou avoir été la trésorière de Raymond Barre — et Etienne Dailly, le vice-président du Sénat ! Fin 1981, Sir James critiqua la gestion des gisements



Dessin de Wolinski tiré de *le Programme de la droite*. Editions Denoël.

pétroliers guatémaltèques d'Elf. Il refusa de payer sa part et réclama des dédommagements à la compagnie pétrolière française. Albin n'en eut cure. Jimmy Goldsmith s'entêta et les procès se succédèrent. Un tribunal international finit par lui accorder 1,2 milliard de francs à titre de dédommagement ainsi que 0,80 dollar par baril de pétrole extrait du gisement pendant vingt ans... Elf abandonna ses puits et le 1,8 milliard d'investissement qui venait d'y être

effectué. Total de l'ardoise : 3 milliards de francs, soit trois fois plus que pour les avions renifleurs.

D'autres se souviennent encore des mérites et des talents du gestionnaire Albin. Ce sont les possesseurs de « chalandonnettes », ces maisons individuelles à bas prix, mises en vente lorsque le bel Albin était ministre du Logement et de l'Équipement des gouvernements Couve de Murville et Chaban-Delmas, en-

tre 1968 et 1972. Les maisons étaient si bon marché qu'elles ne tardèrent pas à se lézarder ou à subir des infiltrations d'eau en cas d'averse.

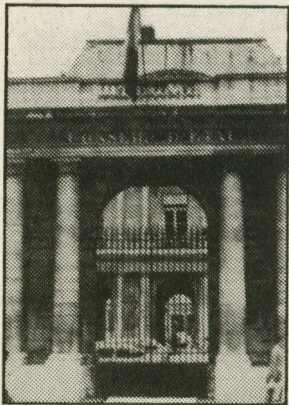
Quinze ou vingt ans après, leurs propriétaires en sont encore à réclamer des indemnisations ou des réparations pour les dommages subis. Ils auront sans doute moins de succès que Jimmy Goldsmith.

Au total, une bien belle carrière que celle de notre Albin. Né en 1920 dans une vieille famille lyonnaise — une bourgeoisie qui a plein de ressources — et marié dans les années cinquante à une princesse Murat, cet inspecteur des finances débuta sa carrière, après-guerre, dans les cabinets d'hommes de gauche : Léon Blum, puis René Mayer. Dans les années cinquante, il fit la connaissance de Marcel Dassault. Ce fut bientôt l'entente parfaite, au point que celui-ci lui confia la direction de la Banque commerciale de Paris. Chalandon avait déjà fait ses premières armes de banquier à la BNCI-Afrique. Ce dont il a d'ailleurs gardé un réseau d'influences soutenu sur le continent africain. Entre-temps, Albin avait rejoint le RPR. Il fut délégué à l'Action professionnelle et ouvrière (si, si !), trésorier du parti gaulliste en 1958 avant de devenir carrément son secrétaire. Ce parcours explique sans doute son portefeuille actuel de garde des Sceaux, en dépit de ses frasques passées. Après avoir été ministre ou PDG d'Elf sous Pompidou, Chaban, Giscard, Mauroy..., il est aujourd'hui chargé de veiller à ce que « le crime ne paie pas ».

Michel Morel

6 NOVEMBRE

Etrange polémique



C'est incroyable à quel point cette majorité paraît avoir peur de son ombre. Il lui suffit de voir ses projets contestés par les hautes juridictions pour partir en guerre contre le « complot » dont elle serait la victime. Cet été, les dignitaires de la droite s'en prenaient ainsi au Conseil constitutionnel. C'est maintenant au tour du Conseil d'Etat, « accusé » d'avoir publiquement critiqué les textes gouvernementaux.

Ce n'est pas la première fois que les gouvernants de la V^e République ont maille à partir avec l'assemblée du Palais-Royal. En 1962, Pompidou s'efforçait déjà de réduire ses pouvoirs. La raison n'en est guère mystérieuse. Plus le président de la République étend ses prérogatives, plus le Parlement se trouve muselé et plus le pouvoir s'exerce par voie réglementaire. Ce qui donne à un organisme comme le Conseil d'Etat des compétences accrues. Du coup, les sujets de friction avec le pouvoir se multiplient.

Si la polémique rebondit aujourd'hui, cela tient toutefois largement aux caractéristiques de l'après-16 mars. Non que, par le jeu de l'alternance, le Conseil d'Etat ait basculé à gauche. Certes, par le biais du « tour extérieur » et du retour de membres des cabinets socialistes, cette super-institution s'est quelque peu rééquilibrée. Mais son mode de recrutement — y accèdent les meilleurs de l'ENA — conjugué à la coloration idéologique de la haute magistrature ne l'incitent guère au progressisme.

Le gouvernement subit donc surtout les conséquences de la faible légitimité dont il jouit dans son propre camp. Même aux yeux des juridictions conservatrices, de quel crédit peut bien disposer une équipe qui accumule les impairs, voit chacune de ses décisions contestées jusqu'en son sein et se trouve paralysée par une guerre des chefs qui ne prendra fin, au mieux, qu'avec la prochaine présidentielle ?

10 NOVEMBRE

Leçon de choses



Déclarations explosives de Jacques Chirac au *Washington Times*, sanctions des plus symboliques des Douze contre la Syrie, grandes manœuvres autour de la libération de certains otages français du Liban : en quelques jours, ces trois faits viennent de replacer la question proche-orientale au cœur de l'actualité. Et les propos du Premier ministre au quotidien mooniste américain jettent une lumière crue sur la diplomatie occidentale dans cette région. Qu'importe, à cet égard, que le rédacteur en chef du *Washington Times*, en relatant des propos « off », ait voulu piéger l'hôte de Matignon. Les affirmations de ce dernier — qui ne sont plus guère contestées — constituent une formidable leçon de choses.

Ainsi, en faisant état d'une possible implication israélienne dans la tentative d'attentat contre le vol Londres-Tel-Aviv, le 17 avril dernier, Chirac confirme que ce type de terrorisme permet toutes les manipulations. Il n'en jette que plus de suspicion sur les « preuves » brandies ça et là contre la Libye, la Syrie ou le clan Abdallah. Quand les services secrets recourent à de semblables pratiques, aucun Etat de la planète ne peut être présumé innocent. Avant même de devenir les victimes de poseurs de bombes, les opinions se trouvent prises en otages par de tout-puissants et occultes ministères de la propagande qui ne reculent devant rien pour exciter le chauvinisme et la haine.

Parallèlement, en matière de morale, les gouvernements occidentaux fournissent la preuve de leur

duplicité. Reagan comme Chirac érigeaient jusqu'alors la fermeté en principe. Cela ne les a pas empêchés de négocier avec ceux qu'ils chargeaient auparavant de tous les péchés et même de leur vendre clandestinement des armes. Quelques otages, français et américains, en ont bénéficié et chacun s'en réjouira. Mais les autres restent détenus, attendant l'issue de nouvelles tractations. Comment ne pas être révolté par cette façon de jouer cyniquement avec la vie des citoyens ?

Au bout du compte, les confessions de Chirac révèlent que l'impérialisme français n'a désormais plus de politique au Proche-Orient. Son unique préoccupation consiste à demeurer présent dans le monde arabe. Comme l'avoue le président du RPR : « *Si le reste du monde se fout du Liban, ce n'est pas le cas de la France (...). Il n'y a pas d'autre solution que de maintenir notre présence là-bas.* » Pour atteindre cet objectif, le gouvernement navigue à vue. Il prétend normaliser ses relations avec l'Irak, tout en poursuivant ses livraisons d'armes à l'Irak. Il entend coopérer avec Damas tout en conservant son influence à Beyrouth. A n'en pas douter, il n'est pas prêt de sortir du bourbier.

12 NOVEMBRE

Surveillants généraux



Une « Hautoto » chasse l'autre. La nouvelle Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) prend possession de ses meubles, dans un luxueux hôtel particulier de la capitale. Avec un budget annuel de cent cinquante millions de francs, cette structure est en passe de devenir l'une des plus importantes de nos administrations.

L'importance de l'événement est également due au rôle que va jouer la CNCL. Entre leurs mains, ses treize membres détiennent en effet l'avenir de la communication audiovisuelle.

En clair, c'est à eux qu'échoit la tâche « historique » d'entamer la dérégulation du système français. On comprend que, lors de l'ultime passage de sa loi au Palais-Bourbon, François Léotard ait voulu renforcer encore leurs attributions, en faisant les surveillants généraux d'un secteur dont la place stratégique s'explique par le gigantisme des intérêts en jeu.

Raison de plus pour être inquiet au vu de la composition de ladite commission. Si la précédente Haute autorité présidée par Michèle Cotta se caractérisa d'abord par son impuissance face aux lobbies en compétition, son successeur abdicque d'emblée de toute indépendance. On y retrouve d'anciens collaborateurs de Peyrefitte, Bonnet, Couve de Murville ou Lecanuet. De purs produits des années sombres de la RTF sortent pour l'occasion de l'oubli. Comme représentant de la « culture », on voit resurgir Michel Droit, admirateur de l'apartheid et tenant d'un ordre moral aux relents de pétainisme. Et comme symbole de la presse écrite, on fait appel à un bureaucrate de la fédération patronale de la presse.

A n'en pas douter, avec pareil attelage, Hersant a de grandes chances d'entrer dans le futur capital de TFI. Tout comme le tandem RTL-Havas peut légitimement espérer le contrôle de la Cinq. Les progrès technologiques accomplis dans ce domaine pourraient favoriser d'immenses avancées en matière de liberté et de culture. A condition évidemment de les soustraire aux libéraux et aux féodalités qu'ils servent.

Christian Picquet

C'EST A DIRE

PERDRA-T-IL LES PEDALES ?

Il y a de sérieux tiraillements au sein de la majorité, dont les fractures ne sont visiblement pas en train de se réduire. Une gauche en bonne santé en tirerait tout profit... mais hélas !

Mais d'où vient donc ce tohu-bohu dans les rangs de la majorité ? L'Acte unique européen donne visiblement des boutons à l'inévitable Michel Debré. Le père de la Constitution de la V^e République menaçait même de faire scandale, afin d'empêcher par tous les moyens que cette nouvelle étape vers la « supranationalité » soit franchie. Il comptait entamer la procédure nécessaire à la condamnation de l'Acte précité pour inconstitutionnalité. Dans la perspective d'un grand marché européen d'ici 1992, celui-ci étend les sujets sur lesquels les Douze peuvent prendre une décision à la majorité, et non plus à l'unanimité.

Les champions de l'indépendance nationale, le père Debré en tête, ne le supportent manifestement

pas. Un certain nombre de députés RPR menaçaient de faire défaut à la majorité, à laquelle ils sont pourtant indispensables, à l'unité près. Pour parler plus prosaïquement, le rôle politique du RPR s'accorde mal de l'effacement des frontières. Il organise en effet dans ses propres rangs, ou représente partiellement, les petits patrons du terroir. Et si des marchés européens grand ouverts peuvent faire l'affaire des gros exportateurs — rares dans l'Hexagone — ou des petits entrepreneurs audacieux et innovants, ils n'enchantent guère les petits patrons de la France profonde.

Querelle d'intérêts

L'affaire se corse lorsque ce qui est un dilemme pour le RPR et ses élus peut

représenter une aubaine pour ses adversaires-partenaires, à savoir l'UDF et Raymond Barre. Presque simultanément aux démêlés internes du RPR, celui-ci s'adressait en jubilant, au congrès du Centre des démocrates sociaux, qui se tenait à Metz. Il le félicitait de son « rôle de ferment de la politique européenne de la France. Nous en connaissons les difficultés extérieures autant qu'intérieures, insistait même Babarre, et nous mesurons à la fois l'ampleur de ce qui a été fait et l'urgence de nos progrès à accomplir, tout particulièrement en ce qui concerne la création d'un grand marché intérieur de la Communauté »...

Et toc, à l'adresse de Chirac et de son compère Michel Debré ! Membre actif de la Trilatérale¹, conseiller de plusieurs grandes entreprises étrangères, Babarre se moque évidemment des frontières. Et l'assise sociale du CDS — le parti démocrate-chrétien de l'Hexagone — ne dépend pas de la défense des intérêts commerciaux des petits patrons rétros. Le CDS, supporter de Babarre dans les rangs de l'UDF, et estimant représenter aujourd'hui « une synthèse pour laquelle les temps sont venus », place la construction européenne au centre de ses soucis. Imaginez les audaces et la tête d'un Debré !

Chirac aurait trouvé une astuce en guise de compromis. Mais les remous de



VIENT DE PARAITRE

l'affaire européenne étaient a peine en voie d'apaisement, que le texte de l'interview « secrète » du Premier ministre au *Washington Times* tombait sur les téléspectateurs ! Malaise dans la majorité que la libération de deux otages, via la Syrie, risque de ne pas effacer. Car le contenu de l'interview a tout du cocktail explosif au sein de la majorité.

Interview explosive

Le Premier ministre prend en effet en compte l'importance de la question « nationale » arabe dans la politique moyen-orientale. Question vis-à-vis de laquelle, selon ses propres dires, les attentats dans les capitales européennes ne « sont que de la petite bière ». Chirac condamne

au passage la politique d'Israël et de ses services secrets, ainsi que la politique Reaganienne dont le raid aérien sur Tripoli fut, toujours selon Chirac, « tout à fait contre-productif ».

Tout cela a un vieil air de politique gaulliste, cojuguant l'indépendance nationale et un penchant pour les régimes arabes. Mais le tout prend de front les « centristes », particulièrement ceux du CDS, qui préfèrent l'atlantisme et Israël à la Syrie, pour ne pas parler de l'Iran. Ce qui peut tout à fait relancer au sein de la majorité les querelles encore chaudes surgies à propos de la question européenne. Si, cette fois, Debré ne pique pas sa crise, Lecaunet, par contre, doit avoir des boutons.

On ne saurait évidemment tracer une ligne de partage au cordeau entre ceux qui défendent l'une ou l'autre des orientations ainsi résumées. Les intérêts financiers et commerciaux divergent — et ce n'est pas rien en politique... — qui sous-tendent une orientation pro-arabe ou pro-israélienne, entrent en résonance avec les stratégies particulières et personnelles de chacun des présidentiables de la droite. De Chirac à Barre en passant par Léo-fard ou Giscard.

Les chassés-croisés sont toujours possibles. Il semble même constituer l'un des passe-temps favoris du Premier ministre. Il avait fait un gros succès cet été dans les médias en tenant au journaliste israélien Ben Porat, des propos à peu près contraires à ceux qu'il vient de tenir au rédacteur en chef du *Washington Times* ! Le tout laisse néanmoins une impression de maladresse. Un bien mauvais augure pour son avenir présidentiel. « J'essaie de ne pas y penser », aurait récemment confié Ballardur à un journaliste de *Libération*.

Pierre-Marie Balcou

1. Organisation regroupant politiciens et hommes d'affaires des trois continents.

J. L.

BOBIGNY

CEGETISTE ET LICENCIÉ

La direction de l'OPHLM de la préfecture de Seine-Saint-Denis vient de décider le licenciement de notre camarade Daniel Berrou. Comme d'autres municipalités à direction communiste, celle de Bobigny veut se débarrasser d'un syndicaliste combatif.

Daniel Berrou vient d'être licencié par l'OPHLM de Bobigny. Faisant fi de l'avis défavorable de l'inspecteur du travail et des protestations de ses collègues, la direction de l'OPHLM a donc décidé d'envoyer Daniel, marié et père de deux enfants, grossir les rangs des chômeurs. A l'instar de celle de Bobigny, les municipalités communistes du département de Seine-Saint-Denis semblent d'ailleurs épurer les rangs des communaux.

Comme dans le cas de notre camarade Berrou, l'approche des échéances

qui voient la privatisation d'activités entières, comme le ramassage des ordures ménagères ou l'entretien des bâtiments et de la voirie, conduit les directions PCF des mairies à se débarrasser des syndicalistes les plus combattifs sous divers prétextes.

Au travers Daniel, c'est la CGT des communaux qui est attaquée. Secrétaire du syndicat de son entreprise, il n'a jamais confondu la lutte revendicative et l'indépendance du syndicat avec les règlements de compte politiques. L'inverse n'est pas vrai. Georges Valbon, maire de Bobigny et ex-

PDG des Charbonnages de France, démissionna de ce poste pour refuser les licenciements de mineurs. Dans la commune dont il est le maire, et qui est aussi la préfecture du département, il n'entend pas s'embarasser de tels scrupules.

Le procédé utilisé peut s'assimiler à une attitude de patron de choc. Un très jeune chef du personnel (vingt-six ans) est parachuté à l'OPHLM de la ville et réussit, en quelques mois, à multiplier les incidents violents avec un personnel qu'il est venu « mater ». Ce genre de personnage, se livrant contre Daniel Berrou

à une provocation physique allant jusqu'aux coups, a-t-il sa place dans le personnel d'une mairie communiste ?

Et si Georges Valbon choisit le licenciement du délégué CGT, candidat à maintes reprises de la LCR, pour garder son activisme de chef du personnel, ayant autant à voir avec le mouvement ouvrier que Jean-Paul II avec les idées progressistes, cela signifie-t-il l'ouverture publique de la crise du communisme municipal ? La lutte pour la réintégration de Daniel continue !

FACE AU SHERIF DE LOUDUN

Monory s'est engagé dans une épreuve de force majeure avec la forteresse syndicale. L'enjeu n'est rien d'autre que le démantèlement du corps enseignant.

Si la FEN est en ce moment en train d'éclater, ce n'est pas négligeable pour les autres syndicats qui sont en train, eux, d'essayer de s'infiltrer dans l'Education nationale et qui pourront sans doute bénéficier de cette redistribution pour se faire une meilleure place. » René Monory, anticipant sur la réalité, dévoilait ainsi ses desirs en juin dernier...

A l'évidence, Monory a mal à la FEN. Le « shérif de Loudun » (c'est ainsi qu'il fut surnommé) s'est fait chasseur de têtes dans l'Education nationale. Il veut régler son compte à la FEN par deux séries d'attaques.

Attaques au portefeuille, d'abord. Le ministre supprime au budget 1987 les postes d'enseignants détachés pour s'occuper des œuvres périscolaires. Ils sont mille six cents « mis à disposition » (MAD) du mouvement associatif et invités à réintégrer l'enseignement. Dans le même ordre d'idées, le ministre interdit, à la rentrée dernière, la diffusion dans les écoles des formulaires d'assurance de la Mutuelle accident élèves (MAE), qui gravite dans la galaxie de la FEN. Mesquin, mais explicite...

Attaques au cœur

Attaques au cœur, ensuite. On se souvient, ou on a déjà oublié... que la première décision de Monory fut de supprimer le recrutement des professeurs d'éducation générale certifiés (PEGC). Ces profs de collège, accusés de tous les maux, avaient l'avantage de faire fonction de bouc émissaire auprès d'une opinion complaisante. Surtout, la disparition des PEGC syndiqués au SNI (à majorité Unité indépendance et démocratie, UID) et leur remplacement par des certifiés syndiqués au SNES (à majorité Unité action, UA) avait l'immense avantage de semer la zizanie au sein de la FEN.

Mais Monory voit plus loin que le bout de sa Winchester. Son ambition va au-delà d'une guerre privée avec la FEN. Son raisonnement est simple : toutes les réformes libérales se heurteront à « l'inertie » du système éducatif tant que les enseignants feront corps.

Premier obstacle : la forteresse enseignante. Premier devoir ministériel : démembrer le corps enseignant. L'étape suivante viendra après la présidentielle de 1988.

Quand René Monory déclare qu'il ne veut pas attacher son nom à une réforme de l'enseignement, il faut le croire. Il se borne (mais quel programme !) à créer les conditions institutionnelles d'un chambardement libéral. Il commence donc par une opération de chirurgie sur le corps enseignant. Provoquer et agacer la FEN, c'est une chose. Mais créer des divisions sociales, c'est autrement plus durable. D'où l'attribution d'un « grade » aux directeurs d'école qui devront noter leurs collègues, et formeront la base d'une nouvelle pyramide de fonc-

tionnaires d'autorité dans l'enseignement. D'où aussi, un nouveau barème pour la mutation des enseignants de collèges et lycées, qui attribue d'office 40 points à l'agrégé, 20 points au certifié, et 0 à l'adjoint d'enseignement. D'où enfin des mesures de « déconcentration » qui tendent à faire des chefs d'établissement de véritables patrons. Bref, il s'agit de dégager dans le milieu enseignant une base sociale s'identifiant au pou-

Côté pédagogie, Monory va doucement. En prenant ses fonctions, il déclarait à propos de son prédécesseur : « Il a mis en place d'excellentes choses. » Inquiétant pour Jean-Pierre Chevènement... Huit mois plus tard, quels sont les éléments de rupture ou de continuité dans les politi-

ques éducatives de la gauche et de la droite ?

Toujours plus

Continuité dans l'école primaire où les instructions Chevènement ne seront pas modifiées. Continuité dans les collèges où la « rénovation » continue. Continuité sur l'enseignement privé dont la législation est inchangée. Continuité dans les mesures de déconcentration, corollaire de la décentralisation. Continuité à l'université, à propos du financement privé des facultés (« Quant aux ressources propres, tout ce qu'on annonce comme devenant possible grâce au projet Devaquet l'était déjà avec la loi de 1984 », déclarait Alain Savary au Monde le 24 octobre.). Continuité pour la formation professionnelle

en alternance et les TUC. Continuité budgétaire pour les suppressions de postes d'instituteurs ou d'agents, comme pour les réductions de crédits de fonctionnement.

Mais la droite en fait « plus » : plus de divisions catégorielles, plus d'austérité, plus de formation sur le tas. Non, la droite ne fait pas comme la gauche. Oui, le changement est perceptible. Mais un changement dans la continuité, comme dirait l'autre. Un changement qui procède moins d'une rupture que d'une radicalisation de la politique antérieure. Faut-il penser, comme le disait Laurent Fabius à propos des restructurations industrielles, que la gauche a accepté de faire à l'école le « sale boulot » qui permet aujourd'hui à la droite d'avancer vite ?

Nicolas Jeanson

23 NOVEMBRE

UN TREMPLIN, PAS UNE FIN !

Cent mille personnes : c'est l'objectif de la FEN pour sa journée du 23 novembre. Encore faudrait-il inscrire l'action dans la perspective d'un mouvement d'ensemble.

Manifestation nationale à Paris à l'appel de la FEN et des « organisations amies » : tant mieux, voilà une réponse à Chirac, et un relais à la grève du 21 octobre particulièrement suivie dans l'enseignement.

Les organisateurs veulent annoncer cent mille personnes en fin de journée. Tant mieux : voilà un objectif ambitieux.

Après la grève de toute la fonction publique, la FEN veut manifester sur les thèmes relevant de son secteur d'intervention : tant mieux, voilà un dispositif articulant l'action générale et l'action sectorielle.

Les œuvres mutualistes et coopératives de l'Education nationale (regroupées dans le comité de coordination, CCOMCEN) s'associent à la manifestation : tant mieux, voilà un geste qui rompt avec une tradition plus gestionnaire que militante.

Il faut donc souhaiter que

le 23 novembre donne lieu à une mobilisation massive et combative, et laisser aux gourmets le soin de cracher dans la soupe. A condition, toutefois, qu'on ne raconte pas de salades...

Prépare-t-on une démonstration « parce qu'il faut bien faire quelque chose », dans l'espoir que le seul étalage de forces impressionnera le pouvoir ? Il n'y a guère que la menace d'une épreuve de force qui puisse mettre un frein à la frénésie libérale et inégalitaire de la droite. Maximalisme ? Qu'on se souvienne comment la mobilisation en faveur de l'école privée a commencé : par un rassemblement de cent mille personnes, porte de Pantin, quelques mois après l'arrivée de la gauche au pouvoir.

On doit donc souhaiter que la FEN se montre aussi résolue face à la droite que l'UNAPEL et les partisans du privé l'ont été face à la gauche. Ce qui suppose que la journée du 23 novembre

ne se cantonne pas aux réseaux de l'empire associatif, mais s'appuie sur les aspirations et les revendications des jeunes, des parents comme des personnels de l'enseignement. Les organisateurs nous invitent à être « tous solidaires pour leur avenir ». L'avenir de l'enfance et de la jeunesse : c'est bien de cela qu'il s'agit.

Encore faut-il traduire cet objectif dans des valeurs porteuses : l'égalité plutôt que la concurrence, la coopération plutôt que la compétition, la culture plutôt que le culte de la marchandise, l'éducation plutôt que la défense.

Encore faut-il assumer haut et fort la légitimité des revendications : contre le budget 1987, d'abord.

Encore faut-il inscrire la manifestation du 23 dans la perspective d'un mouvement d'ensemble qui serait, comme la grève du 21 octobre, multi-professionnel. Mais qui aurait la durée en plus.

N. J.

RETOUR AU POINT DE DEPART

Profitant des capitulations des autres centrales, la direction cégétiste en revient aux journées d'action solitaires. La confédération y gagnera peut-être une image combative. Quant aux travailleurs...

Le 5 novembre, la commission exécutive de la CGT se réunit. A l'ordre du jour, le bilan et les perspectives après le 21 octobre. On se souvient du ralliement de la confédération à cette date commune à toutes les centrales et de la façon dont l'état-major de Montreuil profita de ce cadre pour réunir des cortèges beaucoup plus gros que ceux du 30 septembre.

Le calendrier avancé par les porte-parole de la CGT, Henri Krasucki et René Lomet (ce dernier étant le rapporteur devant la direction de la CGT), montre à l'évidence que c'est la logique du 30 septembre qui est retenue, c'est-à-dire celle d'une CGT faisant cavalier seul. Le 27 novembre, une journée nationale inter-professionnelle de défense de la Sécurité sociale se trouve donc programmée.

Un cas de figure à répétition : d'un côté la CGT, de l'autre, le reste des centrales ?



Des journées par branche la précédent, le 13 novembre pour le secteur public et nationalisé, le 20 novembre pour l'équipement, la fin du mois pour le livre, l'EDF se voyant conviée à une quinzaine d'actions.

Motivations multiples

Plusieurs motivations poussent la direction de la CGT à agir de la sorte. En premier lieu, la signature par FO et la CFDT de l'accord sur les licenciements

économiques, quels que soient les remous qui affectent ces centrales, constitue une aubaine pour la centrale de Montreuil. La voilà implicitement désignée par ses deux principales concurrentes comme l'organisation inflexible, celle qui ne se compromet pas. Ainsi, le choix des journées d'action solitaires marque une volonté délibérée d'engranger, sous forme de votes aux élections professionnelles et d'adhésions de jeunes combattifs, les dividendes de cette situation de division.

Comme seconde et puis-

sante motivation, intervient la crise continue du PCF. En effet, le parti rencontre bien du mal pour mobiliser ses propres troupes. Sur la plupart des terrains, la CGT prend le relais du parti, comme l'indique la récente manifestation contre la venue de Botha en France, le 6 novembre.

Le recours au syndicat, et non pas comme d'habitude au parti et à ses Jeunesses, montre que l'un des seuls

soit le sujet, le même cas de figure se reproduira. On verra d'un côté la CGT et, de l'autre, le reste des centrales. Chaque fois que la nécessité d'occuper la rue apparaîtra, au moins deux cortèges seront organisés, celui de la CGT et celui de ses partenaires. La direction cégétiste divisera le monde en deux, s'appropriant l'un des deux hémisphères et renvoyant l'autre dans le camp de la réaction.

Configuration durable

Cette galère de la division forcera-t-elle les unitaires à se taire, en les coincant entre une CGT aux positions apparemment radicales, mais refusant l'unité, et un bloc syndical, allant de FO à la CFDT, plus souple sur l'unité, mais dérivant toujours davantage vers la capitulation ? Choisir l'unité sans base ou opter pour la position de classe ?

ALORS, ET MAINTENANT ?

Alors ? Le 21 octobre, c'était pour rire ? La plus puissante journée de grève depuis bien des années ne fut organisée par les directions syndicales que pour justifier leur existence aux yeux d'une base inquiète devant l'offensive gouvernementale ? Et puis quoi ? La réduction prévue de quelques milliers de postes de travail, le laminage régulier des salaires, la remise en cause des droits acquis et de la protection sociale, toute cela serait dépassé, puisque le 21 octobre est terminé ? Les vibrants appels de Jacques Pommatau à l'unité n'étaient-ils motivés que par quelques soucis tactiques — pas très mystérieux d'ailleurs — de la direction de la FEN visant à regrouper le vaste cartel du syndicalisme « non communiste », allant vers une cinquième centrale, censée regrouper des instituteurs aux policiers en uniforme, en passant par les agents de conduite de la RATP ?

De Charette, noble sous-ministre de la Fonction publique,

va-t-il désormais avoir les coudées franches ? Qui peut prétendre que le 21 octobre fut suffisant pour ébranler les virtuoses d'un libéralisme agressif, au pouvoir depuis le 16 mars ? Tout reste à faire. Côté gouvernement, il s'agit toujours, car rien n'est résolu, de mettre Chirac et ses ministres en échec. Ceux-là veulent tout bonnement entamer une vaste offensive contre les fonctionnaires, contre l'ensemble du tertiaire. De quoi se mobiliser bien au-delà des vingt-quatre heures traditionnelles. Côté syndicats, il reste à leur imposer l'unité d'action pour obtenir les revendications. Il reste à mobiliser, là où la combativité est la plus forte, pour que les comités de grève et l'action elle-même imposent une suite. Globalement, dans le secteur public et nationalisé, la force trop discrète des unitaires doit prendre un essor tel, qu'elle ne puisse être ignorée de personne. Sinon, à la sinistre liste des échecs, s'ajoutera celui du budget 1987.

J.L.



outils valides demeure la structure syndicale et qu'elle sera utilisée comme telle, quelles qu'en soient les conséquences pour la CGT elle-même. A défaut de l'orientation politique manquant au PCF, celui-ci trouve conjoncturellement intérêt à s'abriter derrière une confédération qui remporte encore des succès électoraux, même si ceux-ci sont contredits par ses effectifs et sa situation financière.

C'est une situation durable qui s'installe, après les mobilisations du dernier trimestre 1986. Quel qu'en

La seule voie pour sortir de pareil dilemme consiste à faire parler haut et fort les unitaires qui, au nom de leurs positions de classe et par la réalisation de l'unité, veulent obtenir la mobilisation la plus large en défense des intérêts ouvriers. Hors de cette voie, et si les unitaires disparaissent dans les sables, la grande division syndicale se présentera sous forme de lourde facture pour les travailleurs. Il faudra alors acquitter tous les combats non livrés ou, pire, à moitié menés.

Jean Lantier

LE PARTI DES PATRONS

EN TÊTE

Le dernier ouvrage d'Henri Weber a fait couler beaucoup d'encre. Au-delà de l'intérêt de l'enquête, l'auteur n'a pas résisté au brio de ses interlocuteurs.

Difficile de dépasser les deux premières pages du livre d'Henri Weber sans éprouver l'envie profonde de refermer le bouquin ! Provocation gratuite, volonté de s'asseoir sur son passé, ou malaise, l'auteur, qui « animait le secteur Sorbonne lettres de l'Union des étudiants communistes dans les années soixante avec Alain Krivine », nous décrit avec émotion sa prise de possession du bureau mis à sa disposition, rue Pierre-I^{er}-de-Serbie, au siège du CNPF. Il relate ainsi sa

Les plaidoyers de Weber n'ont pas fini de lui jouer des tours.



rencontre avec le directeur-adjoint à l'information, Michel Calzaroni. Une vieille connaissance. « Calza et moi, écrit Henri Weber, nous nous étions beaucoup "pratiqués" au quartier Latin. Avec Alain Madelin et Gérard Longuet, Calza dirigeait le mouvement d'extrême droite Ordre nouveau à la faculté de droit d'Assas. »

« Il est des circonstances dans la vie où même un mécréant endurci pressent confusément l'intervention du très-haut... », écrit Henri Weber. Avec humour ? Son acte de contrition, en tout cas, a bien eu lieu. L'auteur le jugeait sans doute indispensable à une étude fiable du CNPF. Voyons un peu.

Henri Weber a raison de souligner l'intérêt d'une « connaissance fine du partenaire-adversaire patronal qui semble faire défaut à la gauche ». Mais il s'engage dans une pente glissante lorsqu'il explique que, pour mener à bien un tel projet, « le feu vert du CNPF, ou au moins sa disponibilité au dialogue, m'était indispensable ». Il est dangereux, tout observateur vous le dira, d'appuyer avant tout

une analyse sur ce que les gens disent d'eux-mêmes. A fortiori lorsque ce sont... des patrons, c'est-à-dire ceux qui dirigent, et ont aussi l'obligation permanente de le justifier¹.

Manque de sel

Pour le lecteur curieux, cela dit, le livre d'Henri Weber est bourré de faits et d'anecdotes. Passé l'émotion de l'introduction, celui qui découvre le patronat, ses organisations et son histoire, le lira comme un roman policier. Les grands traits de la formation du CNPF ont déjà été largement tracés², mais les entretiens réalisés avec la crème du patronat lui ont permis d'ajouter maintes anecdotes, racontées par les protagonistes. Vraies ou romancées, peu importe.

Henri Weber ayant la plume habile, le tout se déguste comme du petit lait. Le « Mai du patronat », par exemple, est un régal. « J'avais une petite hernie qui m'empêchait de jouer au tennis, raconte François Ceyrac. Alors, j'ai dit à mes interlocuteurs : "Est-ce que vous voyez quelque chose venir en mai ?" Bergeron et Krasucki m'ont assuré un mois de mai tout à fait paisible. "Allez vous faire opérer, m'ont-ils dit, il ne se passera rien ; on se reverra en septembre." Le patron du CNPF suivra donc les barricades de son lit d'hôpital. » (Page 161, entretien avec l'auteur.)

Sur le fond, par contre, le livre d'Henri Weber manque de sel. Dès le départ, l'auteur tombe dans le piège



Depuis son engagement à l'extrême gauche, l'auteur a parcouru bien du chemin.

coutumier des penseurs « modernes ». Il différencie patronat « patrimonial et entrepreneurial » (ou managérial). Les premiers, héritiers des dynasties industrielles, seraient en quête de profit pour faire fructifier les biens de la famille ; les seconds recherchaient, à l'inverse, « l'expansion de la firme, vécue comme un accomplissement, plus que la préservation d'un patrimoine ou d'un statut social ». Cette légende ne tient pas debout. Les uns et les autres, patronat patrimonial ou patronat « entrepreneurial », choisissent les mêmes critères de gestion pour les entreprises qu'ils dirigent. Un groupe familial, Michelin ou Peu-

geot par exemple, tient autant à sa croissance et à ses profits que la Compagnie générale d'électricité (CGE), le groupe Thomson, le groupe Bouygues ou de Benedetti³.

Mais cette légende a une fonction : elle sert aux hommes de gauche à justifier la recherche d'alliance de classes. Elle leur permet de démontrer qu'une entente est possible avec une fraction de la bourgeoisie. Certes, cela ne concerne pas les héritiers rétros mais les managers modernes, progressistes et soucieux avant tout d'efficacité et non de garantie de leur patrimoine... Ce que propose inévitablement Henri Weber

en conclusion de son livre : « L'évolution d'ensemble des coordonnées de l'action patronale favorise aujourd'hui l'émergence et le développement de ce type de dirigeants économiques [les managers, NDLR]. Un mouvement ouvrier à visée hégémonique se fixerait pour objectif de stimuler ce développement et de contribuer ainsi à la transformation du patronat français. » (Page 420.)

Différence fictive

D'ailleurs, il est amusant de noter que le CNPF, lui, ne commet pas l'erreur d'Henri Weber. Les deux managers modernes qui animaient le rassemblement du patronat français avec la jeunesse, au Zénith, le mois dernier, étaient deux patrons patrimoniaux de première importance, à savoir un héritier de Wendel pur sucre, Ernest-Antoine Seillère de Laborde, et un Bolloré, vieille famille du papier, traditionnellement alliée au groupe Empain-Schneider.

Si, à tort, Henri Weber différencie trop les managers des héritiers⁴, par contre il ne fait pas suffisamment la différence entre les dirigeants des grands groupes internationalisés (Michelin, BSN, Air liquide, Moët-Hennessy), et ceux des groupes industriels qui vivent plutôt en osmose avec l'Etat, des commandes d'Etat. La CGE — dont le « panache » de l'ex-PDG, Ambroise Roux, a visiblement frappé notre auteur — vit par exemple pour bonne part des commandes publiques⁵. La différence n'est pas mineure. Les intérêts des uns diffèrent de ceux des autres. Le patronat internationalisé relativisera l'Etat-nation, ses institutions représentatives et le poids ou l'intérêt du CNPF. Le patronat des multinationales a ses propres moyens de pression. Sa force et ses ramifications rendent par ailleurs tout à fait idéaliste la perspective d'alliance que propose Weber. Car qui va s'allier avec qui ? Le mouvement ouvrier français « renoué » avec les patrons modernistes des multinationales ? Il sera difficile de trouver le terrain d'entente, et facile de deviner qui fera la loi de l'alliance⁶.

Prenons à témoin Alain Chevalier, PDG de Moët-Hennessy et ex-dirigeant de la commission économique du CNPF. Weber le cite largement

L'objectif du mouvement ouvrier : « Contribuer à la transformation du patronat français » ?



► dans son livre. Il explique, en d'autres lieux, dans une interview récente à la revue *Politique industrielle* : « Nous nous dirigeons vers une époque à caractère plus ou moins féodal. Dans les années qui viennent, des concentrations de puissances, de décisions et d'actions vont apparaître. Elles ne se substitueront pas aux puissances politiques existantes, qui sont souvent territoriales. Elles seront des concentrations de forces économiques. »

« Epoque féodale »

Tout un programme ! La tendance à l'internationalisation et à la toute-puissance des multinationales a le vent en poupe. C'est le patron de la multinationale Unilever, François Périgot, qui sera le concurrent d'Yvon Chotard — allié d'Ambroise Roux — dans la course à la succession de Gattaz. Le CNPF sous tutelle des multinationales ? Après tout, c'est Jacques Maisonrouge, ancien PDG d'IBM, qui vient d'être nommé directeur de l'industrie par le ministre Madelin...

Le patronat national entrepreneurial et moderniste, dont l'existence est indispensable aux hypothèses d'alliances de classes « réalistes » d'Henri Weber, n'a pas fini de lui jouer des tours.

Michel Morel

1. Les études réalisées sur le patronat français jusqu'à présent font appel à l'investigation plus qu'au témoignage des patrons eux-mêmes. Voir François Morin, *la Structure financière du capitalisme français*, Calmann-Lévy, 1973 ; Bertrand Bellon, *le Pouvoir financier et l'industrie en France*, Seuil ; Patrick Allard, Michel Beaud, Bertrand Bellon, *Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*, Seuil, 1978.

2. Bernard Brizay, *le Patronat, Histoire, structure, stratégie du CNPF*, Seuil, 1975.

3. Voir à ce sujet : *l'Economie industrielle en question*, Jean-Marie Chevalier, Calmann-Lévy, 1977.

4. Ce qui ferait rire aussi un Giovanni Agnelli, propriétaire de la Fiat, manager « hors pair » et animateur de la Trilatérale, dont on parle beaucoup ces jours-ci.

5. Comme le faisait remarquer l'un des barons de la CGE, le PDG d'Alstom-Atlantique, dans une interview récente à *l'Usine nouvelle* : qu'un groupe soit privé ou public ne change pas grand-chose, son premier client, c'est l'Etat.

6. Faut-il souligner que nous venons d'en faire l'expérience avec cinq ans de gouvernement de gauche...



« Je pense que les prochains mouvements porteront sur la réduction des horaires, pour le travail entre toutes les mains ouvrières. »

BTP-NOGENT SUR SEINE

OBJECTIF GAGNÉ

Loïc, syndicaliste et militant de la LCR, travaille dans une entreprise de travaux publics. Travaillant de chantier en chantier, il vient avec ses camarades de mener une lutte victorieuse. Il nous relate l'exemple de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine.

□ *Peux-tu nous dépeindre ton travail ?*

Loïc — La particularité essentielle de mon boulot est d'intervenir dans le nucléaire en fonction des besoins patronaux, en déplacement de chantier en chantier, trois semaines, un mois ou trois mois selon les cas. La situation de notre emploi est donc précaire et je suis éloigné de chez moi toute la semaine. De plus, quand on est militant syndical, la direction a toute latitude pour nous muter d'un chantier à l'autre, surtout quand des mouvements de grève sont en préparation comme récemment.

□ *Qu'est-ce qui a motivé précisément votre lutte ?*

L. — Nous nous sommes battus pour une augmentation salariale, car nous estimions qu'au vu du travail très qualifié que nous fournissions, nous étions insuffisamment payés. Nous revendiquions également des indemnités de déplacement décentes, car au début de chaque chantier, la direction table toujours sur le minimum.

Tout ce que nous avons obtenu jusqu'ici l'a toujours été par la lutte et le rapport de forces, jamais en négociation à froid autour d'une table avec le patronat.

□ *Quelle forme la lutte a-t-elle prise ?*

L. — Nous n'avons pas démarré sur un seul chantier, car la direction aurait vite cassé le mouvement. Nous avons mis en place un comité de coordination qui concernait tous les chantiers du nucléaire. Moi, je suis à Nogent-sur-Seine, d'autres à la Hague, etc. Le mouvement était coordonné. Cela nous a beaucoup servi car nous intervenons dans le cadre d'EDF qui ne veut surtout pas de « bazar » sur ses chantiers.

Ce qui explique que lorsque nous, nous déclenchons des grosses luttes, EDF réagit et fait pression sur notre patronat pour qu'il satisfasse nos revendications.

C'est une arme pour nous, certes, mais il faut savoir que ce que versera en plus notre patron, il saura se le faire rembourser immédiatement par EDF en augmentant sa facturation, en révisant à la hausse les devis et les contrats.

□ *Comment cela s'est-il passé avec les travailleurs d'EDF ?*

L. — Peu de soutien, à part quelques endroits où des syndiqués CGT nous ont aidés. A Nogent-sur-Seine, par exemple, nous n'avons pas reçu le soutien des travailleurs d'EDF.

Ce que craint EDF, en revanche, c'est la contagion autour d'une lutte comme la

nôtre. Il gravite en effet autour des chantiers du nucléaire, des dizaines d'entreprises et donc des centaines de travailleurs qui ont objectivement les mêmes intérêts que nous. Si nous avons pu étendre la grève, il y aurait eu un « joli merdier ». C'est pourquoi EDF a très vite poussé à la négociation pour faire accepter nos revendications.

□ *Le ou les syndicats : quelles forces ont-ils dans ce genre d'entreprise ?*

L. — La force déterminante est la CGT, mon syndicat, qui recueille 85 % des voix. Il existe de ce fait dans la boîte une réelle capacité de mobilisation. Ceci dit, au niveau central, les dirigeants syndicaux n'ont pas soutenu la lutte que nous menions comme il aurait été possible. On aurait pu étendre en dehors du nucléaire. On est perçu là haut comme des éléments durs, combattifs — peut-être trop à leur goût — et il n'est pas sûr qu'on ne voit pas arriver bientôt sur notre chantier des délégués parachutés du centre. Enfin dans mon chantier, avec les autres délégués, nous avons la confiance des gars, et il sera difficile de nous évincer.

□ *Où en êtes-vous aujourd'hui et quelles leçons tires-tu de cette lutte ?*

L. — D'abord la satisfaction matérielle. Pour l'augmentation salariale et les indemnités, nous avons gagné environ 350 francs mensuels en plus. Cette victoire a renforcé le crédit que nous portaient les gars.

Ils sont prêts à se battre, il suffit que les directions syndicales « ne leur chient pas dans les bottes », ne les mènent pas « en bateau ». Il suffit qu'elles soient réellement les porte-parole de leurs aspirations jusqu'au bout. Dans ces cas, les gars sont combattifs. En tout cas, chez nous !

□ *Et la semaine de trente-cinq heures ?*

L. — Les trente-cinq heures créeraient évidemment des emplois car nous en sommes encore à 42 h 45 hebdomadaires. Cela améliorerait évidemment aussi nos conditions de vie puisque nous resterions moins longtemps sur le chantier. Nous pourrions rentrer dès le jeudi soir par exemple... Aujourd'hui, notre lutte avait comme objectif les salaires, les indemnités. Mais je pense que les prochains mouvements seront sur la réduction d'horaires pour le travail entre toutes les mains ouvrières.

Propos recueillis par Olivier Bertit

MEDECINS OU MENDIANTS ?

Que penser des derniers projets de réforme hospitalière du ministre Barzach ? Le docteur Veyrières, trésorier du Syndicat des médecins hospitaliers, nous donne son point de vue.

Depuis de nombreuses années, les divers gouvernements tentent de diminuer les dépenses hospitalières. De droite ou de gauche, leur objectif est le même : gérer l'hôpital comme une entreprise privée, donner le pouvoir aux comptables et obliger les médecins à soigner dans le cadre de l'enveloppe qui leur sera autoritairement allouée. Curieusement, nos gouvernants ne sont pas aussi pingres avec l'armée ou la police. La dernière réforme hospitalière proposée par M^{me} Barzach et M. Séguin a le mérite d'annoncer franchement la couleur. Le docteur Veyrières en fait l'analyse suivante.

Alors que l'actuelle grille de salaires a un effet dissuasif vis-à-vis des jeunes de plus en plus réticents à choisir la carrière publique, le gouvernement, en rétablissant le privé, reconnaît-il que les émoluments des praticiens hospitaliers sont considérablement inférieurs à ce qu'ils devraient être ?

Le privé est une mauvaise réponse à une vraie question. Comment assurer un fonctionnement hospitalier satisfaisant autour d'un secteur public fort ? Ceci nécessite un recrutement des praticiens du plus haut niveau, ceci nécessite parallèlement un allègement et une dynamisation des procédures d'attribution budgétaire.

Reste le pouvoir nouveau donné aux commissions médicales d'établissement. Cette structure médicale remplace les actuelles commissions médicales consultatives. Elle devra dé-

libérer sur les choix thérapeutiques dans le respect de la dotation hospitalière. Les protocoles diagnostiques et thérapeutiques vont faire office de bâton entre les mains d'une fraction du corps médical promue régulateur économique de la compétence médicale. Ce texte accentue la soumission aux choix thérapeutiques prédéfinis par la dotation globale. Il éloigne de l'hôpital public ce qui est novateur ; il laisse le champ libre aux schémas diagnostiques et thérapeutiques normalisés issus des PMSI et des GHM (voir encadré).

Le texte gouvernemental de réforme hospitalière présente l'apparence d'une restauration de l'ordre antérieur à 1981. En fait, il introduit des nouveautés dont les conséquences sont soigneusement édulcorées par le ministère. Se présentant comme libéral, il aggrave les tutelles qui pèsent sur le corps médical.

En matière de réorganisation hospitalière, on re-

crée les chefs de service. Ceux-ci seront nommés par le ministre pour cinq ans puis reconduits dans leur fonction après rédaction d'un rapport transmis au ministre. Etant donné l'incompétence de nature de ce dernier en matière médicale, il est clair que la reconduction sera décidée en fonction de critères de gestion (donc non médicaux).



La vraie question : comment assurer un bon fonctionnement autour d'un service public fort ?

Le département ne sera qu'un regroupement de services autour d'un règlement intérieur. Or, les conditions d'exercice ont modifié la

nature des rapports entre autorité et compétence dans l'hôpital public. Une structure plus souple que l'actuelle organisation en services est une évidence de plus en plus grande pour tous. Cela nécessite un projet de départementalisation éloigné de textes rigides et peu motivants qui ont entraîné une grande méfiance du corps médical.

travail du personnel soignant ». Ainsi, les médecins doivent-ils (s'ils le peuvent) combler les insuffisances du budget hospitalier en récupérant des revenus complémentaires auprès de certains de leurs malades. Voilà les médecins devenus mendiants chargés d'aller trouver eux-mêmes les moyens financiers de faire fonctionner leurs services. Et encore cette redistribution n'aura lieu que sous la responsabilité de l'administration hospitalière.

Ce projet enterre toute forme réelle de départementalisation, élude le problème de la responsabilité des non-chefs de service, met en danger la survie de pans entiers de l'activité hospitalière, pérennise une politique de rémunération notoirement insuffisante, accentue le caractère bureaucratique de l'hôpital.

Il s'agit d'un mauvais coup porté à l'hôpital public.

D' Michel Veyrières
Trésorier du SMH

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

De Tchernobyl à Tchernobâle

Pour les grandes pollutions chimiques ou nucléaires, il n'y a pas de frontière qui tienne. L'incendie des usines Sandoz de Bâle pollue allègrement tout le Rhin et les pays qui sont arrosés par le grand fleuve européen. Les boues rougeâtres offertes gracieusement par la société chimique vont se déverser dans la mer du Nord. Bref, c'est un Tchernobâle, comme disent les écologistes suisses.

Leur pollution et la nôtre

Chaque fois qu'une catastrophe nucléaire ou chimique se produit, le gouvernement français minimise l'ampleur des dégâts et des mesures à prendre. Pourquoi ?

Le nuage radioactif provenant de l'incendie de la centrale atomique de Tchernobyl laisse aujourd'hui encore des séquelles comme on vient de le constater dans la Drôme. Mais la France est le pays qui possède le plus de centrales nucléaires par habitant. Alors pensez : si les gouvernants et les industriels reconnaissent le danger réel, ils devraient dépenser beaucoup d'argent pour assurer la sécurité réelle.

Il en va de même pour la chimie. Des usines aussi dangereuses que celle de Sandoz à Bâle sont au nombre de trois cent vingt-huit sur l'ensemble du territoire français. C'est une véritable poudrière chimique qui peut déboucher sur une catastrophe semblable à celle de Suisse. La pollution, ça n'arrive pas qu'aux autres. La preuve ? Rhône-Poulenc Roussillon, dans l'Isère, a déjà inauguré la liste, le 15 juin 1985, en polluant largement le Rhône.

De même que les comptes réels d'une société sont cachés à son personnel, de même que la politique patronale se trouve confinée dans les états-majors de direction, les risques industriels sont entourés d'un secret encore plus épais que les tractations diplomatiques franco-syriennes.

Secret industriel

Les patrons irresponsables connaissent seuls les menaces que leur production fait planer sur des populations entières. Mais ils gardent jalousement le secret. Car toute mesure de sécurité supplémentaire pourrait compromettre leur sacro-saint profit.

Ainsi, le droit patronal de diriger sans partage une entreprise peut désormais, à l'ère de productions industrielles géantes et de plus en plus sophistiquées, compromettre la sécurité de pays entiers. On se souvient de Bhopal, et des dégâts causés par Union Carbide. Il y eut Tchernobyl. Maintenant, c'est au tour de Sandoz.

A l'échelle mondiale, se pose la question du contrôle des habitants et des salariés sur ces industries complexes au pouvoir énorme. Permettre à la population entière de prévenir par le contrôle les risques industriels, c'est écorner le pouvoir absolu des patrons ou des Etats. Mais c'est la seule voie possible.

La liste est trop longue maintenant, ne serait-ce qu'en Europe. Seveso et sa dioxyne en 1976 représentaient une première alarme. Les patrons des grandes firmes n'en ont tenu aucun compte. Sur ce terrain comme sur celui de l'emploi, le seul chemin réaliste reste donc bien celui de la lutte collective.

Le Syndicat des médecins hospitaliers (SMH) regroupe des médecins hospitaliers de toutes catégories : titulaires ou non, internes, temps plein, temps partiel, hospitaliers et hospitalo-universitaires de différentes spécialités.

Le SMH a condamné la réforme de la loi hospitalière de 1984. Associée à la réforme budgétaire, cette loi a transformé l'hôpital en centre de comptabilité analytique.

Les projets actuels de M^{me} Barzach surviennent après que le gouvernement a rendu publique sa décision de maintien des PMSI (projet de médicalisation des systèmes d'information) et des GHM (groupes homogènes de malades). Ce sont des systèmes normatifs de contrôle et d'orientation de l'activité médicale en fonction de critères financiers dont les Américains ont abondamment dénoncé la nocivité vis-à-vis de l'indépendance professionnelle des praticiens et du libre et égal accès aux soins de leurs patients.

LES RICHES, DE MIEUX EN MIEUX!

Ceux qui ont placé leur épargne en Bourse, ces dernières années, ont fait de sacrées affaires! Les cours des actions sont montés de 56 % en 1983, de 16 % en 1984, de 46 % en 1985. Et la hausse s'est encore accélérée en 1986. Fin octobre, elle atteignait déjà les 45 %, rappelle la lettre de conjoncture de la BNP du mois d'octobre dernier.

De 1982 à 1985, la part des titres, actions et obligations dans les revenus financiers des ménages s'est élevée de 848 milliards (26 %) à 1 982 milliards (39 %). La plus-value due à la hausse des cours des actions en Bourse serait de 280 milliards en 1983, 145 milliards en 1984, 445 milliards en 1985. Ce qui est assez fort! Pour apprécier « l'importance de telles sommes, souligne la lettre de la BNP, on peut noter que la plus-value sur titres en 1985 aurait été du même ordre de grandeur que le total de l'épargne brute, y compris l'immobilier, et qu'elle aurait été supérieure au total des placements liquides et financiers ».

« Les plus-values ont-elles un effet sur la consommation? » Cette question, que se pose la BNP en introduction de sa note de conjoncture, reste sans réponse. Curieux? Non. La réponse à ce mystère se cache au milieu d'un paragraphe et se résume en trois pourcentages.

« La détention de valeurs mobilières, même si elle est diffusée dans la population, notamment grâce aux SICAV, est encore limitée à 12 % de la population, surtout représentée parmi certaines CSP (cadres supérieurs, professions libérales) (...) et la concentration des portefeuilles en montant est très forte. » Fin 1984, 4,3 % des comptes représentaient 50,5 % des valeurs, nous révèle encore la BNP dans une note en bas de page!

La répercussion des plus-values sur la consommation se limite à un nombre si restreint de ménages... qu'elle n'a pratiquement aucun effet. Sauf pour les riches qui s'enrichissent toujours plus! D'autant plus qu'ils sont un petit, tout petit nombre!

LE RETOUR DES GORILLES

Et voilà les hauts commandements militaires sur l'avant-scène en Argentine! Prétente: la « nouvelle crise » des Malouines...

Le temps a manqué à Raul Alfonsín pour réhabiliter les forces armées, alors que les mobilisations continuent autour des procès de l'ex-général tortionnaire Camps, le bourreau de l'École de mécanique de Buenos Aires...

Alfonsín s'est entouré d'un Comité militaire, composé des trois commandants en chef des forces armées, du ministre de la Défense et du chef d'état-major conjoint. De quoi aider les tortionnaires, qui n'apprécient guère les velléités de jugement dont sont menacés certains de leurs pairs, à redorer leur blason, en empruntant un terrain connu.

Cependant, la tension se maintient autour de ce conflit. Les Etats-Unis préconisent la « détention » et évitent officiellement de prendre parti. Les « nouvelles démocraties » latino-américaines se rangent aux côtés de l'Argentine, tout comme leurs sponsors européens, les gouvernements sociaux-démocrates. Ce que la presse ne dit pas, c'est que les conflits sociaux et surtout la répression syndicale continuent. Fin octobre, une grève quasi générale a paralysé la ville de Cordoba et l'usine Ford se trouve toujours sous le coup du « débarquement » des hélicoptères de l'armée. L'an dernier, pour régler le conflit des ouvriers de cette multinationale.

COURTS... ... METRAGES

DEBAT A LA SAUVETTE

Le Parlement vient de débattre de deux questions concernant directement les femmes: la politique familiale (dont l'indemnité de 1228 a rendu compte) et le remboursement de l'IVG. Avant même un débat sur leur philosophie, le gouvernement a d'abord fait voter, par les seuls groupes RPR et UDF, le financement de ses projets.

Le PS et le PC n'ont motivé leur vote contre ces projets qu'au moyen d'arguments budgétaires et sociaux, sans jamais se placer du point de vue de l'intérêt des femmes. G. Dufoix, ex-ministre nationaliste, est même allée jusqu'à attaquer le plan Barzach comme antinataliste.

Pour le Front national, ce plan favoriserait l'union libre! Avec une partie de la majorité, le groupe de Le Pen mène une offensive en règle contre le remboursement de l'IVG. Philippe Séguin et le reste du gouvernement sont favorables à sa suppression. Mais ils craignent la riposte et préfèrent reculer l'échéance d'un débat de fond. Autant dire qu'il faut préparer dès aujourd'hui la riposte.

CARREFOUR ECRASE LE REPOS

Le 1^{er} novembre, la direction de Carrefour-Toulouse décide d'ouvrir l'un de ses supermarchés au mépris de la convention collective de l'entreprise. Les syndicats CGT et CFTD ne l'entendent pas de cette oreille, et décident une action en direction des usagers. Une quarantaine de militants de la CFTD tentent de bloquer les accès du magasin. La direction envoie l'ensemble de ses cadres musclés, encadrés de vigiles, dégrager le passage avec leurs chiens. Les vigiles n'hésitent pas à foncez sur les militants, quatre d'entre eux étant sérieusement commotionnés. Notons au passage qu'une dizaine de militants de la CGT, imperturbables, continuaient, pendant ce temps, à distribuer leurs tracts. La direction de Carrefour compte maintenant ouvrir son autre hypermarché le dimanche 21 décembre. A suivre...

LES POMPIERS VOIENT ROUGE

Les sapeurs-pompiers de Rouen ont appris grâce à une fuite qu'un projet de militarisation était en cours. D'après ces sources, ce projet émanerait du ministère de l'Intérieur et serait progressivement étendu à toute la profession en France. Il comprendrait: la revue des placards personnels, le rétablissement du salut militaire envers les supérieurs, le remplacement des repos par des permissions, la réforme des sapeurs-pompiers ne correspondant plus au profil morphophysique, la diminution des vacances, et enfin le passage du temps de travail de 240 à 288 heures par mois. Les pompiers sont aujourd'hui rémunérés sur la base de 168 heures.

Ce projet provoque donc un tollé général chez les sapeurs-pompiers de Rouen et des luttes sont prévisibles. Elles seront sûrement suivies par l'ensemble du personnel qui veut mettre fin à l'esprit rétrograde de ses officiers. Affaire à suivre!!!

Le comité de défense des quatre prisonniers politiques iraniens vient, dans un communiqué, de protester contre les menaces pesant sur quatre réfugiés, Ali Abdollah Zadeh, Khoebe Akhlagh, Shved Djaber Kalibi, Azita Monchi Pour, Joseph Monchi Pour. Les quatre hommes ont été arrêtés le 20 septembre dernier à Paris et sont accusés d'entretenir des « relations avec des terroristes européens ».

SAINT-BRIEUC SUITE ET FAIM!

Soumis à de multiples pressions, les travailleurs du Centre d'action culturelle de Saint-Brieuc ont arrêté l'action sur un compromis qui ne leur est guère favorable (voir Rouge de la semaine dernière). Sur seize postes supprimés, deux ont été rétablis, quatre reclassés, sont promis par la ville, le département et une association, les primes de licenciement ont été portées de vingt à cinquante mille francs, des congés de conversion sont proposés aux licenciés.

La lutte continue pourtant pour le rétablissement du secteur « enfant-junesse » et pour le cinéma d'art et d'essai. L'animateur de celui-ci a entamé une grève de la faim dans les locaux du CAC. Elle a reçu le soutien de Bertrand Tavernier et d'Agnes Varda. La seule réponse du directeur fut de menacer de transformer son licenciement économique en licenciement pour faute grave... Cynisme jusqu'au bout!

LICENCIEMENTS TOULOUSAINS

Alcatel-Thomson (téléphone) licencie 232 travailleurs et ferme son unité toulousaine. La direction des télécoms, qui redoute une mobilisation, a pris les devants. Elle modifie les codes d'accès aux centraux afin que les travailleurs ne puissent occuper ceux-ci, comme il y a quelques années.

Thomson-Alcatel-Gigadisc, spécialisée dans la fabrication du disque optique, licencie également. 149 employés sont menacés de perdre leur emploi à Toulouse. On licencie aussi 230 salariés (CDF chimie). La CGT et la CFTD ont appelé à une grève de vingt-quatre heures le 30 octobre. A la SNIAS, 335 suppressions d'emplois, sur les 7 000 que compte l'entreprise, sont prévues. Le 21 octobre, 65 % du personnel se met en grève à l'appel de la CGT, de la CFTD et de FO.

Des menaces de dégraissage apparaissent aussi à Dassault et à Elf-Aquitaine Bassens (Haute-Garonne) où une centaine de personnes devraient partir en congés attende retraite (CAR).

LE PAPE COULE LES COMPTES

Les comptes de l'archevêché lyonnais sont dans le rouge. La visite du pape a coûté 14 millions de francs. Certaines dépenses se sont élevées à des hauteurs quasi célestes! Le podium est revenu à 1,7 million, le velum, toile plastifiée garantie dix ans (!), à 425 000 francs!

La municipalité devrait donc verser maintenant 1,5 million au compte de l'évêque... En attendant, celui-ci fait appel aux dons de tous pour couvrir le déficit. Simple comparaison: une visite du pape à 14 millions représente l'équivalent 2 800 000 repas « exceptionnels » à 50 francs. Ce n'est qu'un exemple.

A EN PLEURER OVER SANDOZ

Dans le Rhin, c'est l'over Sandoz. Imaginez la même Seine en France.

L'AFP communique: « Un incendie s'est déclaré à l'usine Rhône-Poulenc de Vitry-sur-Seine, libérant un nuage toxique et provoquant la rupture d'une canalisation. Un millier de tonnes de produits à haut risque se sont répandues dans la Seine et traversent Paris et sa banlieue. Ils atteindront Rouen après-demain.

« Dans un communiqué, le PCF dénonce « les conséquences désastreuses de la privatisation pour l'environnement ». Il apporte son soutien au rassemblement appelé par la CGT devant le siège social de l'entreprise. Le PS exige le rétablissement de la mission de prévention des risques industriels, et demande un débat parlementaire. Le RPR exprime sa confiance dans le gouvernement pour faire la lumière, et souhaite « une meilleure coordination internationale pour faire face à des dangers qui menacent tous les pays qui ont la chance de posséder une industrie moderne. »

« La FEN rappelle que les valeurs de laïcité « incluent l'éducation à la protection de la nature »; elle a pris contact avec les confédérations. La CFTD fustige la conséquence du « productivisme », mais met en garde contre « toute démagogie, à l'heure où la crise appelle la mise en œuvre d'une croissance douce pour créer des emplois ». Pour FO, André Bergeron rappelle que les catastrophes industrielles « sont quand même moins terribles que les fléaux naturels ». Il partage l'émotion légitime de l'opinion, « émotion d'autant plus communicative qu'elle peut s'exprimer librement, ce qui n'était pas le cas à Tchernobyl, par exemple ».

Plusieurs organisations (PSU, LCR, LO) ont appelé à manifester: cinq mille personnes selon les organisateurs, trois mille selon la police, ont répondu à leur appel. Les Verts se sont prononcés pour le boycott des produits Rhône-Poulenc et proposent une heure de grève lundi prochain à 11 h, pour discuter sur les lieux de travail des mesures concrètes et immédiates à prendre contre les risques industriels. Les services du Premier ministre ont démenti formellement les propos que l'hebdomadaire allemand, Der Spiegel, prête à Jacques Chirac. Celui-ci aurait déclaré: « Ce genre d'accident, c'est inévitable. Il faut savoir si on veut le progrès ou l'âge de bronze. Les Français ont toujours aimé les petites fleurs et leur bout de jardin. Mais, dans tous les jours, on n'en parlera plus. Croyez-moi, ce n'est pas là-dessus que les Français nous jugeront. » (AFP, 12 décembre 1986)

P. C. C. Nicolas Jeanson

POUR MIEUX NOUS CONNAITRE

CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
INPRECOR (quinzomadaire) 1 an	250 F	250 F
QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)	100 F	170 F
Règlement à l'ordre de la PEC		

COURTS... ... METRAGES

ROBERT MENSION N'EST PLUS

Robert Mension, père d'un de nos camarades, vient de mourir. D'abord militant anarchiste, il adhère au PCF à sa sortie du service militaire. En 1930, à vingt-quatre ans, il devient secrétaire national du Syndicat des peintres en bâtiment. Il est l'un des animateurs du Secours rouge naissant et l'un des organisateurs de la marche des chômeurs du Nord. En 1932, inscrit sur toutes les listes noires du patronat, il entre comme permanent à la Fédération sportive du travail « proche » du PCF.

En 1940, des son retour à Paris, qu'il ne quittera pas jusqu'à la Libération, il passe à la clandestinité. En février 1943, la direction du parti fait appel à lui pour diriger les Jeunes communistes en zone Nord. En fait, c'est pour les reconstruire après leur complet démantèlement. Des cinq dirigeants qui se trouvent à la tête des JC durant l'Occupation, il est le seul survivant.

A la Libération, il prend la direction de la Fédération sportive et gymnique du travail, qui restera toujours pour lui une organisation de masse. Dès 1945, des problèmes surgissent. La direction du parti veut qu'il élimine du secrétariat de la FSGT un résistant qui, torture et ayant gardé le silence, avait eu le tort de reconnaître les problèmes que lui avaient posés le Pacte germano-soviétique. Il le refuse.

Les voyages qu'il effectue ensuite dans les pays de l'Est

PORTUGAL RENCONTRE A LA PORTUGAISE

Nous reproduisons ci-dessous le texte de nos camarades du Parti socialiste révolutionnaire (section portugaise de la IV^e Internationale) après leur rencontre avec le PCP.

Le 2 octobre 1986, sur proposition du Parti communiste portugais (PCP), une délégation de la direction de ce parti a rencontré des représentants du PSR. C'est la seconde réunion de ce genre réalisée entre les deux organisations. La première s'était tenue le 19 mars dernier, également à l'initiative du PCP. Dans les deux occasions, le PCP était représenté par ses principaux dirigeants. Alvaro Cunhal, Octavio Pato et Carlos Costa.

Le PCP a déclaré qu'il entendait favoriser ses rencontres avec les partis d'opposition parlementaire, plus précisément avec le Parti socialiste et le Parti renouveau démocratique (PRD) de l'ex-président Eanes. Mais, de façon évidente, les discussions entreprises avec le PSR ne rentrent pas dans cette catégorie. Trois aspects ont attiré l'attention des médias, qui ont accordé beaucoup d'importance à ces réunions.

Premièrement, le caractère inédit de l'événement. Le PCP n'a en effet jamais établi des relations de ce type avec les organisations d'extrême gauche, et il paraît aujourd'hui très intéressé de continuer ces contacts.

Deuxièmement, le PCP est le parti communiste d'Europe occidentale le plus fidèle à Moscou, tout en ayant une forte présence dans la vie politique nationale. Enfin, il est intéressant de constater l'importance donnée par le PCP lui-même à ces deux réunions. A chaque fois, elles furent annoncées dans la première page d'Avant, l'organe officiel du parti.

De gauche à droite: Léopold Trepper, Robert Mension, Arthur London et Lise Louzon.



ALTERNATIVE EN SUISSE

Nos camarades du Parti socialiste ouvrier (section suisse de la IV^e Internationale) ont participé aux élections communales du 26 octobre, dans le canton de Zoug, sur la liste Alternative socialiste-verte, où figuraient également des indépendants.

Dans ce canton aux allures de paradis fiscal — Zoug est une place financière importante — la liste Alternative socialiste-verte a remporté deux sièges, soit 6 % des voix. De plus, le candidat à la présidence de la ville, Jo Lang, rédacteur de Besche (journal en langue allemande publié par le PSO) a recueilli 18 % des voix. Le tiers des électeurs du PS et des Verts modérés ont apporté leur vote au candidat du PSO.

COURTS... ... METRAGES

MANŒUVRE DEMOCRATE-CHRETIENNE

Plus d'un an après la conférence de La Havane sur la dette extérieure, les centrales syndicales d'obédience démocrate-chrétienne et social-démocrate (ORIT, Organisation régionale interaméricaine du travail) ou liées au syndicalisme américain (CISOL, proches de l'Institut du syndicalisme libre) ont convoqué à une réunion à Buenos Aires sur la dette. Decor: l'hôtel le plus luxueux de la capitale. Présidence: un sous-fifre de la Banque mondiale qui a vainement tenté de faire de l'ombre à Fidel Castro...

Si l'énumération des conséquences économiques et sociales de la dette était proche de celle de la réunion de La Havane, le document final se limitait en revanche à une condamnation du FMI, mettant hors de cause la Banque mondiale et surtout, ne pipant mot de la proposition de moratoire de la dette.

Si cette manœuvre, dérisoire en regard de l'ampleur et des répercussions de la conférence d'août 1985, démontre les visées des forces bourgeoises réformistes dans la région, il n'en reste pas moins que certaines centrales affiliées à l'ORIT (comme la CUT brésilienne, la CNT-PIT uruguayenne ou la CUT chilienne) se battent sur une tout autre ligne. Souvent en dépit des positions de leurs directions, ces syndicats conduisent de nombreux conflits exemplaires. Raison de plus pour déplorer leur participation à une telle mascarade.

MORT D'UN DINOSAURE

Vyatcheslav Mikhaïlovitch Scriabine est mort. Dans l'Humanité, quatre lignes et demie, en avant-dernière page: « D'après l'agence Reuter citant, lundi soir, une source autorisée soviétique, l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Vyatcheslav Molotov est décédé. » L'annéisme sévit dans le quotidien du PCF. Plus que celui du cocktail, le nom de l'ancien dirigeant stalinien, vétéran du Parti bolchevique, reste attaché aux années de la terreur stalinienne. Des années durant lesquelles son épouse fut déportée. On se souviendra également de lui comme le signataire du Pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, en compagnie de von Ribbentrop. Rescapé de la « déstalinisation » qu'il combattit, il fut exclu du PCUS en 1962 pour n'y être réadmis qu'en 1984 sous la présidence de Constantin Tchernenko. Il meurt à quatre-vingt-seize ans. Les charognes ont la vie dure.

Des émeutes étudiantes ont éclaté à Constantine. Il semble que ce soient les conditions de vie et la nourriture servie à la Cité universitaire qui aient, comme d'habitude, joué le rôle de détonateur. Les autorités algériennes mettent en cause les mouvements intégristes.

Alors qu'en Kanaky, l'anniversaire du boycott électoral du 18 novembre approche, l'Union calédonienne a réaffirmé qu'elle ne participerait au référendum d'autodétermination, prévu l'an prochain, que s'il ne s'adressait qu'au seul peuple kanak.



LES CHEMINS DE DAMAS

Au Proche-Orient, la Syrie d'Hafez El-Assad occupe une position-clé. Ses rapports explosifs avec la France le démontrent amplement. Mais on connaît très mal le vrai visage du régime baasiste.

A l'évidence, la Syrie se trouve au centre des problèmes du Proche-Orient. Qu'il s'agisse du Liban ou des rapports entre Israël et ses voisins arabes, rien ne peut se régler sans elle. Le régime de Hafez El-Assad a ainsi emprunté tous les terrains, de la diplomatie à la confrontation militaire directe ou indirecte avec les parties en présence. Il a effectué moult renversements d'alliances, des virages à 180 degrés. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à se présenter comme progressiste et anti-impérialiste.

Après son arrivée au pouvoir, Assad pratiqua « l'ouverture » en direction de la bourgeoisie syrienne, les pays réactionnaires arabes et les puissances impérialistes. D'autre part, il rechercha un règlement diplomatique au conflit israélo-arabe, dans le cadre de la résolution 242 de l'ONU. La guerre du Kippour, en octobre 1973, fut une tentative de changer les rapports de forces au détriment

de l'Etat israélien avant une éventuelle négociation.

Mais la conséquence de cette guerre fut, en 1975, la conclusion, sous les auspices d'Henry Kissinger, d'un accord israélo-égyptien sur le désengagement de Jérusalem du Sinaï, accord négligeant les intérêts de Damas et sa recherche d'une conférence internationale. Sentant le danger des manœuvres américano-israéliennes susceptibles de l'isoler dans la région, Hafez El-Assad choisit de jouer la carte des Palestiniens et des forces progressistes libanaises dans la guerre civile déclenchée en avril 1975, peu de temps après l'accord israélo-égyptien.

Cependant, quand les forces palestino-progressistes furent en passe de remporter la victoire sur leurs adversaires phalangistes et pro-sionistes, en 1976, ce fut Damas qui se retourna contre eux. Peu désireux de voir un rival potentiel régner à Beyrouth, elle négocia son intervention contre

le consentement américain pour l'organisation d'une conférence internationale de paix.

En 1977, l'arrivée au pouvoir de Menahem Begin en Israël et la signature, sous l'égide de Jimmy Carter, des accords de Camp-David avec Anouar El-Sadate, l'annexion officielle du Golan — territoire syrien occupé depuis 1967 par Jérusalem — modifierent une nouvelle fois la situation. Les années quatre-vingt débutèrent avec un nouveau soutien syrien aux forces « progressistes » libanaises. Mais Assad fit en sorte qu'elles n'arrivent pas à infliger une défaite à leurs adversaires.

Une puissance considérable

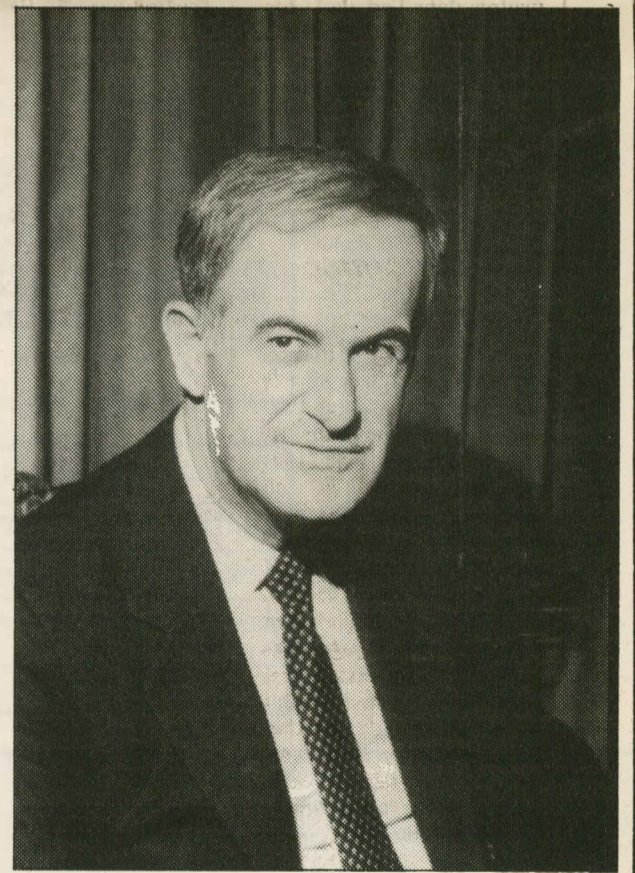
La Syrie dispose aujourd'hui d'une puissance militaire considérable et Israël sait qu'une nouvelle guerre avec elle signifierait notamment des pertes humaines importantes. Cette puissance est entièrement due à l'appui soviétique. L'URSS n'a en effet pas compté ses livraisons d'armes ni ménagé son soutien diplomatique à Damas. Après le renversement d'alliances de l'Égypte, la carte syrienne lui évite de disparaître politiquement de la région. Assad lui rend la politesse en apportant son soutien à la politique internationale de Moscou. C'est ainsi qu'il a soutenu l'invasion de l'Afghanistan et la politique du Kremlin en Pologne.

La puissance militaire syrienne lui donne également les moyens d'une politique régionale ambitieuse. Au Liban, Damas possède une position politique et mili-

taire hégémonique. L'affaiblissement considérable des forces progressistes, la défaite de l'OLP en 1982 devant Tshahal, la capitulation de la direction Arafat et son alignement sur l'axe égypto-jordanien¹, le pourrissement confessionnel

trôle. Ceux-ci représentent annuellement 1,6 milliard de dollars, soit plus de 50 % du budget de la Syrie.

Un tel flux a permis un relatif épanouissement économique du pays et accru le poids de la bourgeoisie, encouragée par la politique



Hafez El-Assad, Bonarparte du régime. Sa disparition ouvrirait une crise majeure.

croissant² renforcent le jeu syrien.

Mais en soutenant l'Irak contre l'Irak, Damas dispose aussi d'un moyen de pression vis-à-vis des pays du Golfe, effrayés par les risques d'extension de ce conflit. A la suite de la guerre de 1973, la Syrie, « pays de la ligne de front », a bénéficié de l'aide financière et des crédits des pays arabes producteurs de pé-

d'« ouverture » du régime. Ce à quoi il convient d'ajouter l'enrichissement des gens liés au régime par des détournements de fonds et une corruption croissante.

Crise économique

Durant les années soixante-dix, le secteur privé s'est développé sur la base d'investissements non

productifs. Faute de voir Assad lui accorder la part du pouvoir politique auquel elle aspire, la bourgeoisie syrienne a soutenu le mouvement intégriste, engagé dans des actions armées contre le régime. Mais ce dernier a pris le dessus, après le massacre de Hama (quatrième ville du pays), en 1982, qui aurait fait entre dix et vingt mille morts.

La baisse du prix du pétrole a conduit les pays arabes producteurs à réduire d'autant plus leur aide à la Syrie qu'ils ne souhaitent pas diminuer leur soutien à l'Irak face à l'Iran. Cela n'a fait qu'approfondir la crise économique que traverse la Syrie. Le niveau de vie des masses populaires et des couches moyennes a été sérieusement touché. En dix ans, les salaires ont augmenté de 100 % alors que les prix se sont accrus de 250 %. Officiellement, l'inflation atteint maintenant 15 % par an. Mais des évaluations plus sérieuses la placent au-dessus de 30 %.

Pas question donc pour le régime de laisser s'exprimer le mécontentement ou les revendications. L'armée, les services spéciaux baasistes sont passés maîtres dans l'art de la torture. Les « organisations populaires », c'est-à-dire les syndicats et le réseau du parti Baas, servent de courroies de transmission et renseignent le pouvoir sur le mécontentement existant.

Etat d'urgence à rallonge

Depuis le coup d'Etat du 8 mars 1963, qui amena le Baas au pouvoir, l'état d'urgence est toujours en vigueur. La loi martiale et les tribunaux, instaurés en 1965, ont toujours cours. Les droits démocratiques constitutionnels n'ont qu'une existence formelle. Les détenus politiques sont emprisonnés sans jugement, hormis de rares exceptions. La répression s'abat surtout sur les forces de gauche, ennemi numéro un du régime, et en particulier sur le Parti d'action communiste (PAC). Plus de cent soixante-dix militants de cette organisation — qui représente l'avant-garde de l'opposition de gauche — crouissent dans les geôles de la dictature.

Il n'existe aucune liberté d'expression et la seule presse autorisée est celle du pouvoir. Pas de droit de grève ni de manifestation : telle est la loi au pays d'Assad. Seuls sont tolérés les partis participant à la mascarade que représente le Front national progressiste, coalition officielle créée en

1972. Reste que, de tous les partis qui le composent, seul le Baas est légalement autorisé. La constitution du front interdit au PC stalinien, dirigé par Baghdach, et aux trois autres petites formations, de mener une activité ouverte. *A fortiori*, il ne saurait être question de travail clandestin au sein de l'armée ou parmi les étudiants, deux secteurs majeurs de la vie politique syrienne. Le front vise à donner une image pluraliste et démocratique de la domina-

tion d'une oligarchie militaro-civile.

Instabilité au sommet

La maladie d'Hafez El-Assad, connue depuis le début de l'année 1984, ne fait qu'accentuer la crise d'un régime bonapartiste. Deux factions paraissent se disputer aujourd'hui le pouvoir. L'une, incarnée par Rifaat El-Assad, frère du président et patron des tou-

tes-puissantes Brigades de défense, préconise la libéralisation complète de l'économie syrienne et des concessions politiques à la grande bourgeoisie. Elle dispose de l'appui des pays pétroliers et de certains pays impérialistes.

La seconde est représentée par des figures comme Douba, responsable des services spéciaux militaires, Ali Hayder, chef des « unités spéciales » de l'armée syrienne, ou bien encore le vice-président civil Kha-

dam. Ceux-ci entendent conserver un pouvoir sans partage et préserver un gros secteur étatique ainsi que le monopole du commerce extérieur.

Son rétablissement a permis à Hafez El-Assad de juguler de justesse la crise qui avait dégénéré en affrontements à l'arme lourde entre unités rivales. Reprenant les choses en main, grâce notamment à l'aval de certains pays arabes et occidentaux, Hafez El-Assad a en-

trepris de faire le ménage parmi ses adversaires.

La situation demeure néanmoins explosive et une rechute ou la disparition du président Assad ouvrirait de nouveau une crise majeure au sein du régime.

Arsène Harrouche

1. Voir *Inprecor* n° 168 (5 mars 1984) et n° 198 (10 juin 1985).
2. Voir *Inprecor* n° 166 (6 février 1984).

RENAISSANCE ET DECLIN

On ne peut comprendre la politique de Damas sans se référer à son idéologie baasiste. Depuis la fin des années quarante, le « Parti de la renaissance arabe » a fait bien du chemin.

On ne peut pas dire que l'actuel régime syrien, ses origines et sa trajectoire soient véritablement connus du grand public. Or, la politique syrienne ne se comprend pas sans référence obligée au baasisme et aux particularités du développement de ce courant en Syrie.

ment en Egypte et en Algérie.

La fin des années quarante est marquée par la création de l'Etat d'Israël et la défaite des armées arabes en 1948. Cette donnée renforce la conscience nationaliste arabe. Les conséquences en sont à la fois le développement du Baas et

tent de la montée de l'influence du Parti communiste et voient dans cette mesure un moyen de la contenir. L'union dure jusqu'en 1961. En juillet de cette année-là, les décrets de nationalisation des banques, des compagnies d'assurances et de diverses entreprises pris par Nasser consacrent la rupture. Le premier geste de la classe dirigeante syrienne est d'abolir ces décrets.

D'octobre 1963 jusqu'en 1965, le nouveau régime réalise d'importantes nationalisations dans le secteur industriel. 75 % du commerce extérieur passent aux mains de l'Etat. Et la réforme agraire soulève l'opposition des secteurs menacés de la bourgeoisie.

Divisions intestines

Le Baas n'est pas homogène. Les divisions intestines opposent deux courants. Le premier, le plus droitier, est représenté par le Commandement national, structure dirigeante du Baas à l'échelle du monde arabe. Le second se cristallise dans le Commandement régional, direction au niveau syrien proprement dit. L'issue est finalement favorable à ce dernier. Ce qui débouche sur le coup d'Etat militaire du 23 février 1966. Dans la foulée de la défaite de la droite baasiste, s'ouvre une phase de radicalisation au plan extérieur comme au plan intérieur, avec notamment l'apparition de milices de travailleurs, dès août 1966. A Damas d'abord, puis dans le reste du pays, se développent les Phalanges ouvrières, à partir de militants de l'Union générale

des syndicats ouvriers. Mais le régime se tourne rapidement contre elles et les dissout après juin 1967. Khaled Djoundi, leur dirigeant, se voit éliminé.

Lors de la guerre de juin 1967, le régime syrien, tout en parlant de guerre populaire, n'organise pas de distribution d'armes à la population. La défaite des armées arabes face à Israël renforce l'aile droite du Baas. L'un de ses représentants, le ministre de la Défense, Hafez El-Assad, met à profit la modification du rapport des forces pour s'emparer du pouvoir par le coup d'Etat du 16 novembre 1970. Il élimine ainsi l'aile radicale.

L'évolution de l'autre courant du Baas, celui du Commandement national, conduit ses représentants jusqu'à la tête de l'Etat irakien avec le coup d'Etat du 17 juillet 1968. Chaque courant prétend alors déterminer la légitimité et incarner la continuité du baasisme. L'opposition entre la Syrie et l'Irak ne se limite cependant pas à ce conflit, qui demeure vivace. Il tient largement à des stratégies régionales différentes. Le soutien apporté par la Syrie à l'Iran dans la guerre qui l'oppose à Bagdad en est l'illustration.

A. H.

1. « Le socialisme qu'il préconise révélait visiblement un caractère étatiste marqué, ne faisant nulle place à l'autonomie ouvrière, et si l'article 42 [de la Constitution du parti. NDLR] stipulait que le parti lutterait contre les différences de classes, la revendication que l'employeur verse "au moins" un salaire décent à l'ouvrier (article 40.2) traçait les limites de ce socialisme d'inspiration nationaliste », dit notamment Nathan Weinstock dans le *Mouvement révolutionnaire arabe*. Editions Maspero, 1970.

Au travers des coups d'Etat, le rôle prédominant de l'armée.



Le Baas (Parti de la renaissance arabe), première expression organisée d'un courant nationaliste petit-bourgeois dans la région arabe, est fondé en 1947 par des intellectuels. Ses buts sont l'unité du monde arabe, la liberté et le socialisme¹. Il entend réduire les inégalités, obstacle à l'unité et à l'homogénéisation des différentes couches sociales susceptibles de se réaliser à travers l'appareil d'Etat.

Dès ses débuts, plusieurs minorités religieuses (chrétiens, alaouites, druzes, etc.) de ce pays à majorité sunnite participent au Baas. Il connaît un développement au cours de la décennie 1940-1950, s'étendant à l'Irak mais aussi au Liban, à la Jordanie, au Soudan, à la Tunisie et au Maroc. Il ne parvient cependant pas à s'implanter significative-

ment en place à Damas et au Caire.

Le poids de l'armée

Le régime parlementaire libéral syrien est tout d'abord balayé par un coup d'Etat profrançais en 1949, tandis que les Officiers libres, dirigés par Nasser, renversent la monarchie de Farouk. A partir de 1949, la Syrie connaît une succession de coups d'Etat militaires, qui soulignent et renforcent le rôle prédominant de l'armée dans la vie politique. C'est d'ailleurs un coup d'Etat militaire qui porte le Baas au pouvoir en mars 1963.

En 1958, le Baas rejoint la bourgeoisie syrienne dans la demande d'union avec l'Egypte nassérienne. Les possédants syriens s'inquiè-

DIVISÉS CONTRE BOTHA

Botha a dû avoir les oreilles qui ont sifflé durant tout son séjour en France tellement il a été crié par tous ceux venus protester contre cette visite scandaleuse et exprimer leur dégoût de l'apartheid. Malheureusement, le sectarisme était au rendez-vous.

Longueval, le 11 novembre, la visite de Botha aura tout de même fait du bruit.



L'inauguration par Botha du mémorial sud-africain de la Première Guerre mondiale à Longueval a donné lieu à des manifestations de protestation en France et sur

place. Bien décidé à montrer au chef de l'apartheid qu'il n'était pas le bienvenu, un premier cortège se formait dès 9 heures à la gare d'Amiens.

Constituée par les mili-

tants de SOS Amiens, par une forte délégation des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) et par des militants de la LCR d'Amiens ainsi que de Paris, Rouen, Lille, Creil et Beauvais, une caravane d'une cinquantaine de voitures partait en direction d'Albert. Là, la jonction s'opérait avec un car unitaire venu de Lille dans lequel avaient pris place des militants de la Ligue des droits de l'homme, de l'ASTI, d'associations d'immigrés, de la LCR et des JCR. Arrivés à Martinpuich, les deux cent cinquante à trois cents militants garaient leurs véhicules et entamaient une marche de six kilomètres à travers la campagne picarde.

Les environs de Longueval étaient recouverts d'inscriptions à la peinture dénonçant Botha et l'apartheid.

La manifestation, particulièrement dynamique, parvenue dans le village, convergeait avec le rassemblement organisé sur la place centrale par le PCF, les JC, la CGT et le MRAP. La police était très nerveuse et quelques accrochages avaient déjà eu lieu avec le rassemblement, qui se trouvait à portée de voix de Botha.

Malgré le quadrillage

A l'intérieur du périmètre quadrillé par les gendarmes mobiles, Botha et son escorte paradaient au milieu d'un ramassis d'activistes du Front national et de parachutistes arrogants qui se consolent de la « perte » de l'Indochine et de l'Algérie en bavant d'admiration devant le maître d'œuvre de l'apartheid.

Dans les initiatives de protestation, on notait l'absence du Parti socialiste qui n'a participé qu'à la cérémonie qui a eu lieu l'après-midi, alors que Botha était déjà reparti et au cours de laquelle un érable brun et un érable blanc ont été symboliquement plantés côte à côte.

Devant les six cents manifestants rassemblés, Maxime Gremetz prenait le premier la parole. Le dirigeant du PCF axa son intervention sur la dénonciation de Mitterrand et de Chirac pour leur complicité avec Botha, en insistant avant tout sur la présence de son parti.

Jacqueline Léonard intervint ensuite au nom de la CGT pour faire le procès de l'apartheid. Avant de céder le micro pour la conclusion à SOS Amiens, le porte-parole de la LCR souligna le caractère scandaleux de la visite de Botha, officielle ou non, et l'hypocrisie du gouvernement et du président de la République. Il insista, pour finir, sur la nécessaire unité contre l'apartheid et sur les méfaits de la division, constatée lors des mobilisations des jours précédents.

On l'a notamment constaté à Paris. Cinq mille personnes ont participé à la manifestation du 6 novembre contre Botha à l'appel du Mouvement anti-apartheid, de SOS-Racisme, de la CFDT, de l'UNEF ID,

du PS, du PSU, de la LCR, des JCR et d'autres organisations, dont Lutte ouvrière. Au même moment, tandis que la première manifestation se dirigeait vers l'ambassade du régime d'apartheid, la CGT, à laquelle s'étaient jointes les Jeunesses communistes se dirigeait de la place de la République à celle de la Bastille, avec un cortège supérieur en nombre.

La spirale sectaire

A la délégation unitaire (MAA, PSU, UNEF ID) venue la rencontrer, la CGT opposa son refus définitif de toute coorganisation de la manifestation. Ce sectarisme a alimenté celui de la CFDT et de SOS-Racisme qui refusaient la convergence des deux initiatives, qui avaient pourtant les mêmes mots d'ordre. Le poids du MAA et des organisations qui souhaitaient l'unité, comme la JOC ou le PSU, n'a pas suffi.

A Rouen, environ deux cent cinquante personnes défilaient dans la rue le 8 novembre, moitié derrière les banderoles des JC, moitié derrière celles des JCR et de la LCR. Deux jours auparavant, un rassemblement avait lieu devant la préfecture à l'appel du MRAP et de la CGT.

A Lyon, le refus de l'unité de la part de la CGT a abouti à un appel séparé du MAA, de la CFDT, du PS, de la LCR et du PSU à se rassembler au même endroit et à la même heure que la CGT.

Partout, l'ensemble des différents cortèges restait en deçà de ce qu'aurait dû être une riposte à la visite du boucher de Pretoria. Nulle part, l'unité de toutes les forces anti-apartheid n'a pu se réaliser. Une situation que déplore la LCR qui, pour sa part, a déployé toute son énergie pour empêcher l'éparpillement de la riposte. Confrontée à une division maintenue sur le terrain, elle s'est déterminée en fonction de chaque situation, choisissant le cadre permettant l'unité la plus large. Il est certain, en tout cas, que seuls Botha et ses supporters auront pu se réjouir de la division.

Jean-Jacques Laredo

EUSKADI

MERCI QUI ?

La visite de Chirac à Madrid a été accompagnée par plusieurs « paquets cadeaux » pour la police de Felipe Gonzales. Derrière les accords économiques et les convergences de vue, la toile de fond demeure la question nationale basque.

Six réfugiés basques extradés avant la visite de Chirac à Madrid. Plusieurs autres arrêtés à la suite de la découverte d'une cache d'armes supposée appartenir à l'ETA. Deux autres réfugiés extradés... La liste s'allonge et le rythme s'accélère tandis que les protestations se font bien discrètes en France.

Et pourtant, on sait ce qui attend ces réfugiés entre les mains des services spéciaux d'outre-Pyrénées. On recense au moins dix cas de torture parmi les quatorze premières victimes de la procédure dite « d'urgence absolue ». Un seul est toutefois passé devant un tribunal.

Le douzième extradé, Agustin Azkarate, a été arrêté le 19 octobre, mais la police l'accuse d'avoir participé à l'assassinat du gouverneur de Guipuzkoa... le 25 octobre. Ce jour-là, le juge l'a précisément fait hospitaliser car la torture à la « gégène » était en train de détruire sa cavité buccale. Felipe Gonzales peut ainsi remercier Chirac et « la France pour sa compréhension et sa solidarité ».

En échange de ses « paquets-cadeaux », Chirac a pu décrocher quelques bonnes affaires : participation de l'Espagne au programme Ariane, intégration de Telefonica au consortium franco-américain CGE-ITT, contrats dans le domaine de l'aéronautique, celui du ma-

teriel militaire et celui de la construction navale (alors que les chantiers des côtes ibériques sont en pleine crise).

L'Etat français devient ainsi le deuxième grand patron, dans l'Etat espagnol, par le volume des affaires et par le nombre d'ouvriers employés. Premier client commercial, la France est en outre le deuxième fournisseur de son voisin. Aux yeux de Paris et Madrid, cela vaut donc le coup de prétendre ignorer le fait national basque. Peu importe qu'il se reflète de plus en plus en termes électoraux, ces messieurs n'y veulent voir qu'une « guérilla fournie par le Pacte de Varsovie ».

Cecilia Garmendia

Les pollueurs ont encore frappé. Le Rhin est probablement mort pour des années. Nous avons demandé à un militant du Parti socialiste ouvrier (section de la IV^e Internationale) de Bâle de nous parler de cette catastrophe qui n'a rien de naturel.

L incendie du complexe chimique Sandoz à Bâle dans la nuit du 1^{er} novembre est une catastrophe dont on n'a pas encore mesuré toutes les conséquences. Les mensonges, les dissimulations des dirigeants de Sandoz et l'irresponsabilité des autorités locales sont en tout cas mises en lumière. Rouge a interrogé un de nos camarades du Parti socialiste ouvrier (section suisse de la IV^e Internationale) de Bâle, qui nous rapporte les réactions de la population.

□ *Les conséquences de l'incendie de l'usine Sandoz de Mattenz sont telles qu'on parle d'un « Tchernobâle ». Qu'en est-il exactement ?*

Des produits assez divers ont brûlé et se sont dégagés.

on ne connaît pas les pouvoirs toxiques.

Des tonnes d'un colorant rouge se sont déversées dans le Rhin. Sandoz a d'abord expliqué que celui-ci était inoffensif. Puis, quand on a découvert tant de poissons morts sur le fleuve, la firme a affirmé que d'autres substances en étaient responsables. En tout cas, des prélèvements effectués en RFA mettent en évidence la présence, à des concentrations élevées, de produits toxiques dont Sandoz n'a jamais parlé.

□ *Le moins que l'on puisse dire, c'est que la direction de Sandoz n'a pas choisi la transparence et s'est empêtrée dans ses explications.*

La firme a provoqué une cochonnerie incroyable et a

du foyer d'incendie se trouvait du phosgen, un gaz de combat qui est à l'origine de la catastrophe de Bhopal. Dimanche 9 novembre s'est tenue une réunion confrontant les dirigeants de Sandoz à la population. A trois reprises, ceux-ci ont refusé de révéler l'origine de ce gaz et l'utilisation qu'en a faite Sandoz. Un des chimistes de Sandoz, pressé de questions, a maladroitement lâché : « *Et encore, le phosgen, ce n'est pas le produit le plus dangereux qu'il y avait à proximité de l'incendie.* »

□ *Qu'ont fait les autorités de Bâle pour prévenir la population ?*

Elles ont attendu au moins quatre heures avant de donner l'alarme. Quant elles ont voulu le faire, une

tème de sécurité générale avait été arrêté pour les mêmes raisons. Il faut imaginer la peur qui s'est emparée de cent à cent cinquante mille personnes (Bâle compte deux cent mille habitants), qui entendaient des nouvelles contradictoires à la radio, mais pas les sirènes. La ville est restée longtemps paralysée.

Une partie de la police n'était même pas au courant et l'hôpital n'avait rien prévu de particulier. C'est un véritable scandale. Pour beaucoup de gens, cet état de choses est proprement incroyable et inimaginable. C'est un des éléments très importants de cette catastrophe.

□ *Quelles ont été les réactions de la population ?*

Notre première réaction a été d'improviser une alarme parallèle. Toute le monde alertait ses parents, ses amis, ses voisins. Nous avons téléphoné à tous nos militants en leur demandant de placer les haut-parleurs de leur chaîne Hi-fi ou leur radio sur les balcons pour diffuser les informations, puis aux stations de radio afin qu'elles répercutent la consigne.

Nous avons ensuite commencé à mobiliser pour une manifestation le soir même, en distribuant plusieurs milliers de tracts. Le mot d'ordre s'est spontanément répandu, chacun téléphonant à ses connaissances. Près de trois mille personnes se sont rassemblées sur la place du marché.

□ *La présence de plusieurs grosses firmes de la chimie à Bâle explique peut-être la sensibilité de la population à ce problème ?*

C'est certain. On a ici en plus de Sandoz, Hoffman-Laroche, qui a à son actif la fuite de dioxine à Seveso, et Ciba-Geigy, dont l'usine bâloise est à l'origine d'une fuite accidentelle de brome. Environ la moitié de la population active de la région dépend directement ou indirectement de la chimie. La sensibilité est grande aussi sur les questions nucléaires.

□ *Comment s'est poursuivie la mobilisation ?*

Lors de la première mobilisation, nous avons décidé de mobiliser en priorité les écoliers et les lycéens, peu nombreux ce soir-là. Au cours d'une interview à la radio le matin suivant la catastrophe, un membre du

gouvernement de Bâle, M. Striebel, ancien professeur de physique, a demandé aux parents d'envoyer leurs enfants en classe. Moins de la moitié des élèves se sont rendus dans les établissements scolaires, dont certains n'avaient même pas ouvert leurs portes.

Le lundi, les élèves ont fait des assemblées générales et ont décidé de manifester vers le ministère. Deux mille élèves y ont participé. Le ministre est apparu au balcon et a accepté de venir à la voiture-sono. Ses explications n'ont pas suffi à rassurer les manifestants. Le ton de la discussion est vite monté. Pour beaucoup de gens, cette image symbolisait le fait qu'on pouvait s'organiser. Les étudiants ont à leur tour organisé des assemblées générales réunissant plusieurs centaines de personnes.

Nous avons lancé l'idée d'organiser des structures d'autodéfense, qui prendraient en charge un réseau d'alarme alternatif et mèneraient un travail d'information et d'enquête sur les produits dangereux. L'idée de constituer une liste pour les prochaines élections commence aussi à germer, idée qui semble attirer le POCH, les Verts locaux, qui font un score de 10 % environ aux élections.

La manifestation a rencontré un large écho en réunissant dix mille personnes. Sans nous vanter, le PSO et les Jeunesses socialistes révolutionnaires ont été l'une des principales forces de cette mobilisation, avec le POCH. Le Parti socialiste et le Parti du travail (PC suisse) se sont joints en cours de route. Une organisation de femmes a été partie prenante.

□ *Le mouvement syndical reste timide pour l'instant ?*

Le syndicat de la chimie est prudent, ne sachant pas très bien quoi avancer. Il faut dire qu'une convention collective est en cours de négociation et que les propositions patronales sont très dures. Mais on peut être optimiste sur leur engagement pour la suite.

Le plus important pour l'instant, c'est la proposition publique faite par le PSO, le POCH et de groupes antinucléaires de fonder dimanche prochain l'Action d'autodéfense. C'est une affaire à suivre.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

SUISSE

ET MAINTENANT TCHERNOBALE

Un herbicide, des solvants, du mercaptan, dérivé du mercure dont les responsables de Sandoz ont d'abord nié la présence, des esters de l'acide phosphorique. L'incendie a provoqué des réactions chimiques donnant naissance à des tas de composés nouveaux dont

menti sur ce qui s'est produit dans l'incendie, sur les réactions chimiques possibles. Les dirigeants ont affirmé que les produits se consumaient entièrement et n'offraient pas ainsi de danger. C'est totalement faux.

Il semble de plus qu'à deux cent cinquante mètres

grande partie des sirènes étaient hors de service depuis quelques mois, en raison des fausses alertes.

On mesure le degré d'irresponsabilité et d'inconséquence d'une telle mesure. On vient d'apprendre qu'à Zürich également, le sys-

L'incendie du complexe chimique Sandoz à Bâle : une véritable catastrophe dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences.



1242 tonnes de substances chimiques ont brûlé dans l'entrepôt Sandoz. 847 tonnes d'insecticide, 71 tonnes d'herbicide, 39 tonnes de fongicide, 4 tonnes de solvants et 12 tonnes de composés organiques liquides.

200 kilos de mercure en solution se sont écoulés dans le Rhin avec les tonnes d'eau utilisées par les pompiers, tuant massivement poissons et organismes.

Ralentissement du marché mondial, risque de récession : l'euphorie qui prévalait jusqu'alors dans le monde capitaliste est bien finie. C'est désormais l'heure du « chacun pour soi ».

Depuis 1982, l'économie américaine joue le rôle de locomotive du commerce mondial, pour le plus grand bénéfice des capitalistes japonais et ouest-allemands notamment, qui ont connu une augmentation de leurs exportations vers les Etats-Unis. De plus, les ex-

politique de relance classique par l'augmentation des dépenses militaires (qui ont atteint le chiffre astronomique de 300 milliards de dollars) et par l'exonération fiscale du patronat (la nouvelle réforme fiscale va accentuer ce phénomène), provoquant un énorme déficit budgétaire de plus de

Finances) James Baker, fut de voir baisser le dollar pour favoriser les exportations. La scène internationale connaît de ce fait une situation inédite : ce sont les banques d'émission européennes et japonaises qui soutiennent le cours du dollar pour éviter « un atterrisage en catastrophe ». Au-

qui suscite une énorme sortie de devises, même si le gouvernement français ne veut pas en parler. Pour soutenir sa monnaie, la Banque de France est obligée de racheter des francs contre des devises, surtout des marks.

Les mesures américaines et un dollar en baisse de 40 % par rapport à mars 1985 restent sans effet. Reagan a tout fait pour augmenter la productivité du travail à coups de restructurations, de licenciements, de flexibilités. Mais « la productivité américaine (...) a recommencé l'an dernier d'augmenter à un rythme nettement inférieur aux autres grands pays (2,8 % contre, par exemple, 5 % pour le Japon, 5,7 % pour la RFA ou 3,8 % pour la France). »

du pétrole. Beaucoup de commentateurs de la presse économique ont cru qu'elle favoriserait la croissance des pays capitalistes développés et de la France en particulier. Ils ont déchanté. Pas parce qu'elle n'a pas eu lieu, mais surtout parce que les effets bénéfiques ne se sont pas réalisés.

Pourquoi ? Cette baisse, résultante de la surproduction, a eu pour conséquence de rétrécir les échanges sur le marché mondial : moins de produits échangés et limitation de certains marchés, notamment ceux de l'OPEP (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) qui représentent des débouchés importants pour les capitalistes français et qui ont vu de ce fait leurs exportations baisser. Le déficit commercial réapparaît.

Elle a ensuite été durement ressentie aux Etats-Unis : en provoquant la montée des faillites dans les secteurs pétrolier et agricole, en entraînant l'augmentation des faillites bancaires (150 banques devraient faire faillite aux Etats-Unis en 1986). La chute du prix des matières premières est un facteur négatif pour le marché mondial et qui explique sa moindre croissance.

Prix à payer

Le ralentissement de la reprise américaine entraîne

QUAND LES MARCHÉS S'AFFOLENT

portations de capital (investissements directs) des capitalistes japonais aux Etats-Unis se sont très fortement accélérés, faisant du Japon le premier prêteur international.

Les Etats-Unis sont, depuis 1984, le pays le plus endetté du monde : 2 000 milliards de dollars, pour la seule dette publique (celle de l'Etat et des collectivités locales) ; la dette totale (publique et privée) atteint 8 000 milliards de dollars, soit deux fois le produit national brut. Quant à l'endettement extérieur, il se monte à 1 000 milliards de dollars, soit autant que l'ensemble des pays dits du tiers monde.

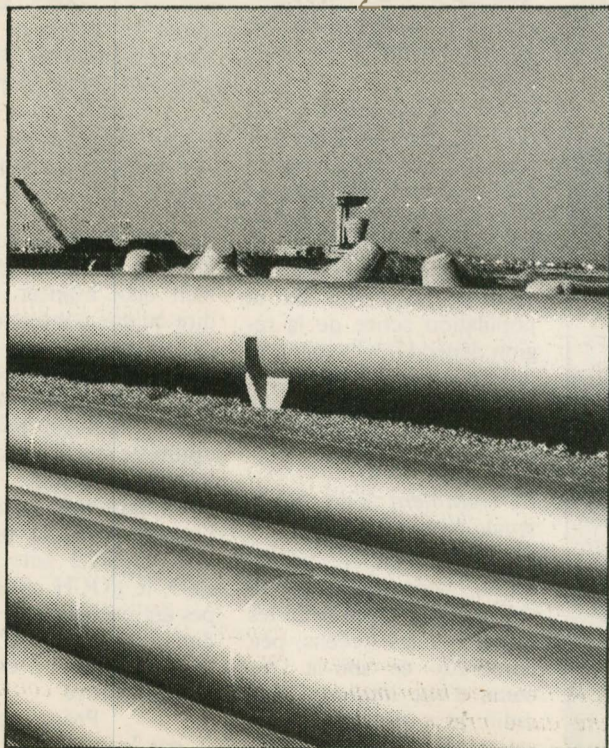
La croissance de l'endettement de l'Etat, des ménages et des entreprises explique la force de la reprise américaine, de 1983 à 1985. Depuis, le gouvernement américain, malgré sa célébration du libéralisme, a mis en œuvre une

200 milliards de dollars. Tout cela, en poursuivant dans la voie des attaques contre les travailleurs par le biais des coupes sombres dans les budgets sociaux (santé, éducation).

L'un des résultats de cette politique est représenté par les 200 milliards de dollars de déficit de la balance commerciale américaine. Depuis 1981, celui-ci n'a cessé de se creuser, dévoilant une perte relative de compétitivité de l'économie américaine face au Japon. L'économie américaine a payé le prix de la relance du marché mondial. Et elle seule, malgré son déclin relatif, était en état de le faire. Aujourd'hui, alors que la reprise s'essoufle aux Etats-Unis, aucune autre économie ne peut prendre sa place. Et la politique d'austérité reste celle de l'ensemble des pays capitalistes, malgré une timide relance au Japon.

tremement dit, une baisse trop forte et trop rapide du dollar aurait comme conséquence une récession importante au Japon, en Allemagne de l'Ouest et aussi dans les pays nouvellement industrialisés, qui dépendent pour leur croissance du marché américain.

Une conséquence de la baisse des taux : la réduction des échanges.



Protectionnisme américain

Les réactions américaines sont de plusieurs ordres. Tout d'abord, une montée du protectionnisme se traduisant par l'augmentation des droits de douane et le contingentement (restriction des quantités importées) qui visent en premier lieu le Japon et la Communauté économique européenne. Le gouvernement américain pratique ce protectionnisme en signant des accords bilatéraux. Conséquence : ce sont les produits des pays d'Asie du sud-est (en particulier la Corée du Sud) qui prennent la place des Japonais sur le marché américain.

Puis, la volonté du gouvernement américain, exprimée par le secrétaire d'Etat au Trésor, (ministre



Une situation inédite : les banques d'émission européennes et japonaises soutiennent le cours du dollar.

La baisse du dollar provoque notamment la montée du deutschmark et celle du yen, et donc une difficulté plus grande pour les capitalistes de ces pays d'exporter vers les Etats-Unis.

Le problème spécifique de l'économie française se pose dans le cadre du système monétaire européen. Toute hausse du deutschmark dans ce cadre se traduit par une baisse relative du franc et par la nécessité de dévaluer ou, ce qui se passe actuellement, de soutenir le cours du franc. Ce

une faible croissance des échanges mondiaux (3,5 % de croissance pour le commerce mondial en 1985 contre 9,5 % en 1984). D'où la guerre des prix et la volonté américaine de « faire payer » la reprise aux autres pays, en leur demandant de baisser leurs taux d'intérêt. La RFA le refuse et la Grande-Bretagne a même augmenté le sien de 1 %.

La relance de l'économie ne sera pas obtenue par la baisse des taux d'intérêt, ni par celle du prix des matières premières, notamment

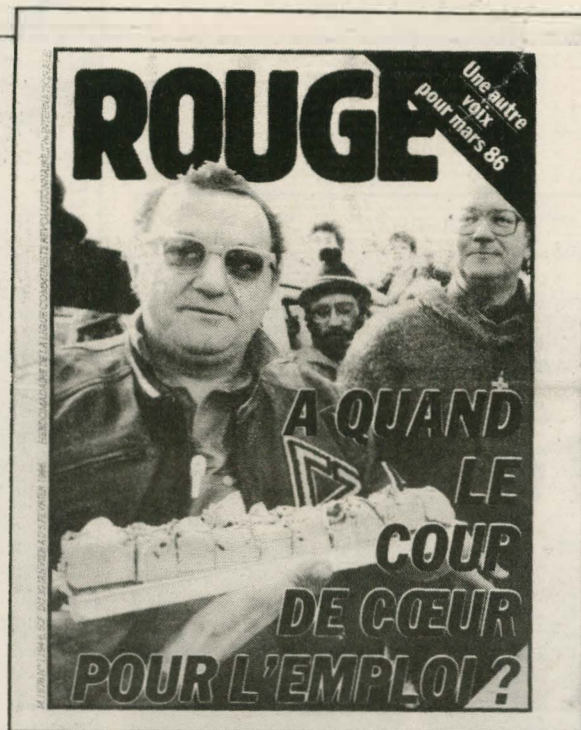
La grande déprime

Dans le même temps, la baisse justifie la faible augmentation du taux de l'inflation, tout en laissant intactes les causes de cette dernière. D'ailleurs, un économiste comme Lefournier, dans *l'Expansion* du 10 octobre 1986, ne craint pas de mettre en garde contre les dangers de la déflation (baisse des prix occasionnée par la récession) alors qu'il chantait au mois de juin les vertus de la désinflation.

Ajoutons enfin que le marché mondial est d'autant plus déprimé que le prix des automobiles a également diminué, ainsi que celui des « puces », des micro-ordinateurs... provoquant faillites et suppressions d'emploi dans ces secteurs. La surproduction sévit ainsi dans plusieurs branches d'industrie.

C'est dans ce contexte de ralentissement du marché mondial et du risque de récession que s'est tenue la conférence du GATT, dans laquelle se sont manifestées les tendances au « chacun pour soi ». Nous y reviendrons prochainement.

Nicolas Maheu



Défendez-vous

Défendez Rouge !

Depuis la rentrée de septembre, nous vous lançons un appel au secours. Sans rencontrer, il nous faut hélas le reconnaître, toute la mobilisation dont nous aurions besoin. Eh oui, il faut croire que beaucoup d'entre vous continuent à raisonner comme par le passé. Peut-être vous dites-vous : « Ils crient au loup, menacent de s'arrêter, mais ils finiront bien par trouver une astuce pour boucler leur budget. » Si telle est votre opinion, vous avez tort. Faute d'atteindre notre objectif de 2 500 abonnements militants – sur lesquels il nous faut obtenir 400 abonnements de soutien au tarif de 200 francs par trimestre –, faute de stabiliser nos ventes, c'est l'ensemble du plan financier sur lequel repose la formule actuelle qui se trou-

vera menacé. Pour vous en convaincre, nous avons décidé, cette semaine, de vous communiquer tous les éléments : notre situation, nos coûts, nos problèmes, nos projets. Prenez-en connaissance et jugez sur pièces.

Quand vous aurez achevé votre lecture, chacun et chacune devra alors s'interroger. Cette formule dont vous reconnaissez en général l'intérêt et la qualité – ce qui n'exclut pas, fort heureusement, la critique – passera-t-elle le cap de sa première année d'existence ? Les chiffres parlent d'eux-mêmes : c'est parfaitement possible pour peu que tout le monde apporte sa pierre à l'édifice. Une pierre qui, reconnaissons-le, est dérisoire comparée aux sommes colossales manipu-

lées par la grande presse. Savez-vous par exemple que les quotidiens nationaux couvrent leurs budgets, pour plus de 70 %, au moyen des recettes publicitaires ? Savez-vous que les investissements dont bénéficient des « confrères » comme l'Express ou le Nouvel Observateur se chiffrent en milliards ? Savez-vous qu'un torchon comme Présent, « quotidien » de l'extrême droite fascisante, reçoit, chaque année, une coquette subvention gouvernementale ?

Publicité, subsides, apports de capitaux privés : tout cela ne fait pas partie de notre monde. Journal militant nous sommes, journal militant nous resterons. Les idées révolutionnaires que Rouge défend depuis septembre 1968 n'ont, pensons-nous, rien perdu

de leur actualité. Même si, périodiquement, certains font leurs adieux au prolétariat, à la révolution, voire au plus élémentaire sens de la justice. Aussi, nos ressources sont-elles liées à notre audience, et notre audience dépend-elle de l'engagement de ceux qui, partageant notre vision des choses, veulent en étendre l'influence.

Notre pari de janvier 1986 consistait à donner plus de force et plus d'impact à notre combat, à fournir chaque semaine un journal qui, sans rien renier de son caractère militant, soit un véritable journal. Un journal qui, tout à la fois, restitue les analyses de la LCR, livre une information qu'aucune autre presse ne donnera jamais, relaie le combat des

travailleurs, s'ouvre au débat avec d'autres militants et courants du mouvement ouvrier. Pour faire surgir une alternative au marxisme ambiant et aux jeux sordides de la cohabitation. Avons-nous réussi ? La réponse vous appartient. Si elle est affirmative, il vous faudra alors prendre conscience du recul que constituerait notre échec. Demain, l'information demeurera-t-elle l'apanage de grands groupes capitalistes, des chaînes de télévision privées ? L'extrême gauche se laissera-t-elle bâillonner ? Restera-t-il une voix pour troubler le concert de ceux qui nous gouvernent et nous exploitent ? Tel est le véritable enjeu de la bataille à laquelle nous vous convions.

Christian Picquet

Une entreprise non lucrative...

La presse révolutionnaire n'a jamais été une entreprise particulièrement rentable. De ce point de vue, le cas de *Rouge* n'a rien d'exceptionnel. Dans l'histoire du mouvement ouvrier, on ne trouve pratiquement pas d'exemple où un journal révolutionnaire n'ait été déficitaire. C'est encore plus vrai dans la période actuelle, quand la plupart des organes de presse ne bouclent leur budget que grâce à la publicité.

Et c'est vrai qu'un journal revient cher. Car il faut tenir compte du prix — en augmentation constante — du papier, des frais d'impression et de confection, des salaires des militants qui se consacrent à sa rédaction ou à sa diffusion, des coûts divers de fonctionnement (locaux, téléphone, matériel, impôts, etc.).

Ainsi, sur un exemplaire tiré, la fabrication de *Rouge* (poste comprenant le papier et l'impression) nous revient à 3,30 francs, les frais généraux (téléphone et locaux) nous coûtent 0,27 franc, les salaires comptent pour 1,43 franc. Au total, un exemplaire tiré nous revient donc à 4,90 francs. Toutefois, pour être définitif, ce coût supposerait que l'intégralité des journaux tirés soient placés. Ce qui n'est évidemment pas le cas, nos appels en font foi. Et une fois le journal imprimé, il faut encore l'expédier. Bien que nous n'utilisions que des moyens fort simples, nous devons veiller à ce que les délais d'acheminement soient les plus réduits possibles. Ce qui veut dire en accepter les implications financières.

... qui rapporte encore moins qu'on croit

En avril dernier, nous nous sommes vus contraints d'augmenter notre prix de vente, à la fois pour faire face aux frais de la nouvelle formule et pour suivre le coût de la vie. Nous avons cependant tenu à maintenir nos tarifs dans des limites telles qu'un travailleur, confronté à l'austérité et aux difficultés de la vie quotidienne, puisse continuer à acheter son hebdomadaire préféré.

Un simple regard sur le reste de la presse permettra à chacun de constater que nos prix demeurent, à qualité égale, très inférieurs à ceux pratiqués dans le reste de la presse. Il n'est pas rare de voir des périodiques de pagination inférieure à celle de *Rouge* et de qualité moindre être vendus dix ou douze francs.

La même approche se re-



Un journal au cœur des luttes.

trouve à propos du tarif des abonnements. Ces derniers constituant notre principale source de rentrée financière stable pour inciter de nouveaux lecteurs à s'abonner, nous avons volontairement maintenu nos prix en deçà de l'accroissement de nos coûts. Nous n'avons augmenté que le prix de l'abonnement militant couplé à *Rouge* et à *Critique communiste*, en faisant appel à la solidarité des plus fidèles de nos lecteurs. Un choix dont nous savons que nul ne nous tiendra rigueur.

ment (gestion du fichier, franchise postale, etc.), nous rapporte 6,80 francs.

Un abonnement militant expédié par le canal de la LCR, et déduction faite des frais annexes, nous rapporte 7,40 francs.

Un journal placé par le biais d'un abonnement d'un an à *Rouge* et *Critique communiste*, frais annexes déduits, nous rapporte 5,40 francs.

Un journal placé par le canal d'un abonnement de six mois à

Ce que nous préparons

Si nous sortons de nos difficultés actuelles, sachez que nous ne serons pas en panne d'idées. Lors d'un récent stage, l'équipe de rédaction a adopté une série de projets qui devraient rapidement voir le jour.

Tout d'abord, tenant compte de vos critiques et suggestions, nous allons introduire une série de changements dans notre maquette. C'est même un véritable « lifting » que nous entendons faire subir à cette formule. Un journal qui vit est un journal qui bouge !

Ensuite, nous préparons des suppléments régionaux, rédigés par nos correspondants. Notre but ? Faire pleinement profiter nos lecteurs de la richesse de l'expérience des interventions de la LCR. Le premier de ces suppléments régionaux concernera le Nord-Pas-de-Calais. A paraître d'ici quelques semaines.

Et bien sûr, nous continuerons à vous offrir, régulièrement, des numéros spéciaux centrés sur des thèmes particuliers. Sont ainsi en projet, pour le premier semestre 1987, un numéro consacré à la maîtrise des sciences et des techniques (sujet passionnant au moment où les « dégâts du progrès » se multiplient) et un autre portant sur la situation du mouvement syndical en France.

Tout cela explique que nous nous trouvons en permanence dans une situation précaire et qu'il nous faille faire progresser significativement la diffusion pour nous en sortir. D'autant que sur les huit francs que vous donnez, il ne nous en revient qu'une partie.

Un journal vendu par le canal des abonnements militants, expédié par la poste et déduction faite des frais d'accompagne-

Rouge seul nous rapporte 5,80 francs.

50 % de chaque vente militante revenant à la diffusion locale, chaque journal placé nous rapporte, frais déduits, 3,70 francs.

Enfin, par le canal des NMPP, déduction faite de la commission prélevée par cet organisme et de divers frais, chaque journal nous rapporte 3,70 francs.



Une presse militante et qui s'en flatte.

Un journal qui existe grâce à l'effort militant...

Rouge est un journal militant. Il s'en flatte. C'est un choix que nous faisons, au stade actuel, de faire reposer l'essentiel de notre diffusion sur le travail des militants et sympathisants de la LCR, sur l'engagement des lecteurs qui acceptent de nous diffuser.

Nos ventes se répartissent ainsi :

- Ventes militantes : 27 %
- Abonnements : 60 %
- NMPP : 12 %
- Librairie : 1 %

La raison de cette structure de nos ventes est avant tout politique. Puisque nous nous voulons un instrument au service du combat des travailleurs, de quel meilleur support pourrions-nous disposer que ce vaste réseau militant qui plonge ses racines dans des centaines d'entreprises

de bureaux, de lycées et de facultés ?

Et puis, reconnaissons-le, notre choix est également dicté par des considérations financières. Au regard de ce que nous coûtent les services des NMPP (voir ci-dessus), nous ne disposons guère des moyens d'une politique de diffusion plus audacieuse en kiosques. D'autant que, pour être rentable, celle-ci doit faire l'objet d'un contrôle rigoureux. Nous sommes un petit journal, révolutionnaire de surcroît. Aussi, la propension des débiteurs est-elle de nous reléguer dans des endroits difficiles d'accès et peu visibles. Pour éviter cette situation, il faut l'intervention des militants. C'est à eux, munis d'une accréditation délivrée par nos soins, de vérifier régulièrement que *Rouge* est bien en vente et visible. De même, celles et ceux de nos lecteurs qui souhaiteraient que le journal soit mis en vente chez un débiteur de leur localité peuvent nous le faire savoir. Nous ferons le nécessaire

Un organe capable d'impulser des débats, comme lors de la table ronde sur juin 1936.



en leur demandant simplement de nous servir de délégués auprès de l'antenne locale des NMPP.

... mais qui vit plus mal qu'un ordre mendiant

Rouge est un journal pauvre. Ce qui ne veut pas dire que c'est un pauvre journal. Reste que, pour assurer une certaine qualité rédactionnelle, il faut des moyens. Et comme nous ne recevons de subsides d'aucun financier occulte — en dehors de l'aide mensuelle que nous apporte la LCR — nous devons comprimer nos frais au maximum. Ce qui se reflète forcément sur nos ambitions.

Semaine après semaine, le journal est fabriqué par un nom-

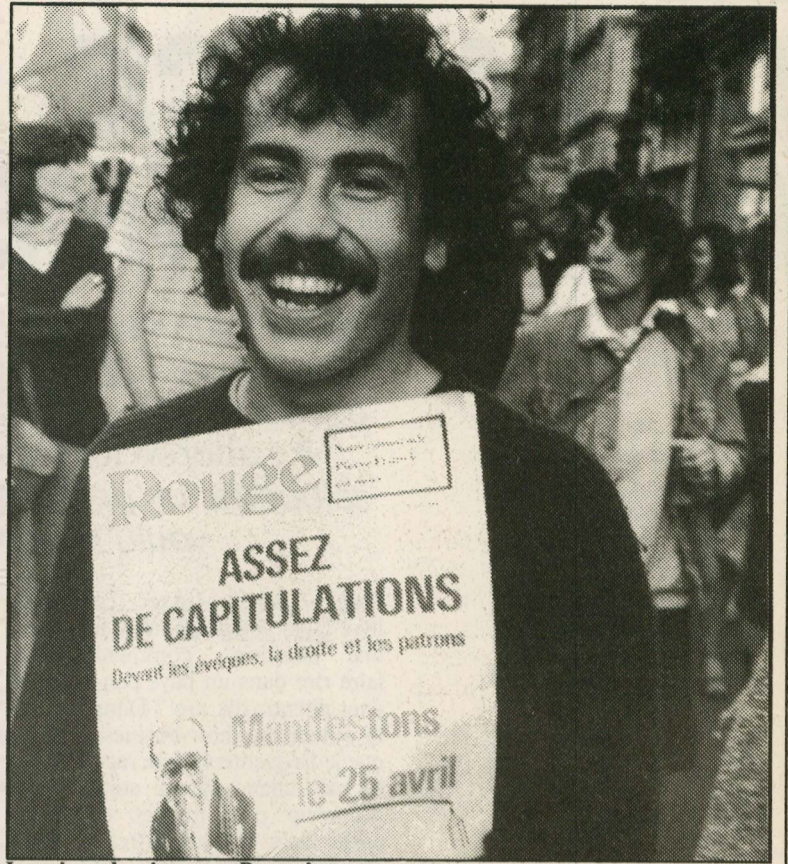
le réseau des correspondants dont nous disposons dans les plus grandes villes du pays. Grâce à lui, nous accédons à une information exclusive. Le travail des camarades concernés — travail lourd et difficile car il est bénévole et s'effectue en plus de l'activité militante quotidienne et du boulot — nous permet de rendre compte des luttes qui « échappent » aux grands organes de presse et de vous parler de la situation politique vue « d'en bas ». Nous tendons d'ailleurs actuellement à nous doter d'un semblable réseau au plan international, en profitant de cet irremplaçable capital que constituent les sections de la IV^e Internationale.

Nos problèmes sont identiques en matière d'administration et de diffusion, où un petit nombre de camarades se voient relayés par des responsables de

Franchement, votre argent nous intéresse

Tous ces faits que nous avons tenu à vous faire partager attestent du bien-fondé de la présente campagne.

□ **Premier de nos objectifs** : la rentrée de 2 500 abonnements militants tous les trimestres. Parce qu'il s'agit d'une rentrée régulière basée sur la mobilisation de nos lecteurs les plus fidèles, ce chiffre doit nous permettre de disposer d'un « matelas » financier suffisant. Objectif démesuré ? Certainement pas. En regard du niveau présent des abonnements militants, il nous faut simplement obtenir entre deux et trois cents nouveaux abonnements. Soit quelques uni-



Imaginez la vie sans *Rouge* !

objectif concerne d'abord les ventes militantes. Il s'agit ici, tout simplement, d'augmenter de deux à trois cents exemplaires par semaine le nombre de journaux placés. Un chiffre, on le voit, tout ce qu'il y a de plus raisonnable.

Pour l'atteindre, il suffit d'un peu de volonté et de beaucoup de présence d'esprit. Militants, sympathisants, pensez-vous par exemple à avoir *Rouge* sur vous ? Songez-vous à le faire lire systématiquement à vos collègues de travail ? L'utilisez-vous régulièrement pour répondre aux interrogations soulevées par la conjoncture, par exemple, en l'affichant chaque fois que possible ? Le proposez-vous à vos proches, à vos amis ? Si vous modifiez de cette façon votre comportement, l'objectif sera pulvérisé.

Toutes les bonnes volontés seront en outre nécessaires pour organiser des ventes publiques. Si, dans les mois qui viennent, se créent des dizaines et des dizaines de nouveaux points de vente dans toute la France, *Rouge* n'en sera que plus connu. Ce sera donc l'occasion de conquérir de nouveaux lecteurs. Ceux-ci deviendront de nouveaux abonnés potentiels. Lecteurs, sympathisants qui êtes prêts à nous donner un coup de main pour l'organisation de ventes publiques, prenez contact avec les sections de la LCR. Et si la Ligue n'est pas présente dans votre ville, écrivez-nous.

□ **Troisième de nos objectifs** : l'organisation d'une souscription permanente pour le journal. Dans les mois qui viennent, nous lançons un appel pour que s'organisent des initiatives financières de soutien à *Rouge*. Toutes

les idées peuvent être mises à contribution : banquets, galas, braderies, ventes de matériels divers, etc.

D'ores et déjà, dans plusieurs villes, de tels rassemblements sont en préparation. C'est le cas

Noël arrive...

Les fêtes de fin d'année arrivent. Et avec elles, le temps des cadeaux. Comme tout le monde, vous devez vous torturer l'esprit. Qu'offrir à Martine, à Pierre ou à Michel ?

Ne cherchez plus. Pourquoi ne pas offrir un abonnement à *Rouge* ou à *Critique communiste* ?

Vous vous ôterez un souci et vous ferez œuvre utile. Utile pour celui qui recevra régulièrement une presse et une information différentes. Utile aussi pour le journal que vous tenez.

Alors pensez au geste qui sauve !

notamment dans la région parisienne pour le premier anniversaire de la nouvelle formule.

Vous l'avez certainement compris : ce que nous voulons, c'est nous doter des assises suffisantes pour franchir un premier cap et permettre à notre courant de continuer à posséder une arme de cette qualité. A partir de là, il deviendra possible de passer à l'étape suivante : celle de l'élargissement de notre influence.



Depuis septembre 1968, une même volonté de parler de la situation politique, vue « d'en bas ».

bre réduit de rédacteurs. A titre de comparaison, notre équipe est environ six fois plus réduite que celle de *l'Événement du jeudi* et dix fois plus que celle du *Nouvel Observateur*. Cela compte. On nous reproche souvent de ne pas faire suffisamment de reportages. Mais pour aller sur le terrain, il faut des rédacteurs disponibles et des ressources. Nous n'avons ni l'un ni l'autre. Nous tombons dès lors dans un cycle infernal : le manque de moyens limite notre audience et l'insuffisance d'audience réduit nos possibilités.

Nous possédons pourtant un atout, mais il est de taille. C'est

villes, intégrés le plus souvent aux directions locales de la LCR et chargés de centraliser les rentrées financières et d'impulser une politique de vente. L'équipe centrale est tout à la fois en charge des expéditions, de la gestion des abonnements postaux — que nous expédions désormais nous-mêmes — et de la direction permanente de la diffusion. Ici encore, nos faibles moyens expliquent les carences et les dysfonctionnements (retards dans les expéditions ou les abonnements, etc.) que vous nous reprochez parfois. Sachez néanmoins que nous faisons le maximum. Et restez indulgents !

tés supplémentaires par ville. Rien de plus !

Sur ce chiffre global, nous visons à obtenir quatre cents abonnements de soutien à des tarifs plus élevés (200 francs pour un trimestre). Qui est concerné ? Tous ceux qui, en ayant les moyens, sont disposés à faire ce petit geste qui permettra à leur hebdomadaire favori de gagner son pari et de ne pas disparaître. C'est donc bien à un acte militant, à un geste de solidarité que nous appelons.

□ **Second de nos objectifs** : l'accroissement de nos ventes. Pour les raisons que nous avons longuement développées, cet

DE LA RACE DES SALTIMBANQUES

Les Restos du cœur sont de nouveau sous le feu de la rampe. Frank Tenaille vient de publier un livre consacré à leur créateur, « le Roman de Coluche ». Il y aborde toutes les facettes de l'homme à la salopette, ce personnage hors du commun. Il a bien voulu répondre à nos questions.

Frank Tenaille — Avec ce livre¹, j'ai voulu répondre à une question : comment faire rire dans un pays pendant plus de dix ans ? Dans le milieu du show-business que je fréquente vit une race de saltimbanques qui sont beaucoup plus fragiles et particuliers que les autres : ce sont les humoristes ; les Devos, les Bedos, les Desproge. Je crois que l'art le plus difficile du show-biz est de faire rire.

A la différence d'autres humoristes, la force du rire de Coluche, c'est que son carburant vient de très loin, de la banlieue de Montrouge où il est né, de ses expériences dans la dure vie que je raconte au début du livre. Sa réussite, il ne la devait ni au système éducatif ni aux conventions de l'ascension sociale.

Une autre question se posait pour expliquer ce mec : comment le fabriquait-il ? Coluche était un extraordinaire médium, il pensait et parlait en même temps. Ce faisant, il désinhibait beaucoup le langage. Il disait très souvent : « Une connerie qui a déjà été dite n'est plus une connerie. » C'était sa manière de procéder, il était en relation directe avec son environnement et il le reflétait, avec tout ce que cela implique, y compris les ambiguïtés, ce qui a donné dans sa production des hauts et des bas. Deux personnages cohabitaient : celui qui disait toujours : « Je ne suis pas un nouveau riche, je suis un ancien pauvre. », ce qu'il n'a jamais oublié, et celui qui vivait dans le show-biz avec toutes les contingences que ça suppose.

□ On a dit que Coluche exprimait un certain refus de la politique. Tu es de cet avis ?

F. T. — Il a cristallisé à un moment tout le dégoût qu'inspirait la politique politicienne. Certains journaux ont parlé à une époque de la « bof génération ». Or, on s'est aperçu depuis, avec le gonflement des organisations humanitaires (Am-

nesty ou les ONG par exemple) et des mouvements comme SOS-Racisme, qu'apparaissait une nouvelle génération arrivant à la politique selon des déterminations tout à fait différentes des précédentes, de celles de l'Algérie et de Mai 68. Il y a chez elle une vue à court terme : elle veut une action efficace, pratique et vérifiable. Je crois que c'est cela qu'exprimait Coluche.

Quand on l'analyse bien, on s'aperçoit en fait qu'il avait une haute idée de la politique, au sens éthique du terme. Il posait, parfois de manière maladroite, la question du rapport entre gouvernants et gouvernés, de la délégation exorbitante accordée aux dirigeants. S'y ajoutait également une expression de classe et de couches marginalisées. Il a d'ailleurs fait entrer dans le jeu médiatique politique toute une série d'entre elles : voir ses références aux Arabes, aux Noirs, aux homosexuels. Il incarnait un peu toute cette parcellisation de revendications qui vont de pair avec le remodelage du paysage social depuis dix ans. Ce n'était donc pas un refus de la politique. Au contraire, elle l'intéressait énormément ; pour preuve, son attention à tout ce qui relevait de l'économie.

Autodidacte, ne lisant pas de livre, regardant la télé et écoutant la radio, il aurait voulu des émissions expliquant les mécanismes économiques de manière concrète. Il se gaussait par exemple des explications alambiquées sur les montants compensatoires et il expliquait pourquoi on n'y comprenait rien. Il avait une ambition pédagogique. Pour les restos du cœur et lors des élections notamment, il avait bûché son sujet : problèmes de l'agro-alimentaire, des surplus, de la reconversion des usines d'armement, etc. Il essayait de fouiller des problèmes politiques au sens noble du terme, mais il le faisait avec les moyens du

bord et les outils du comique.

□ Dans les Restos du cœur, comme dans les concerts « Band-Aid », il y a deux choses : la sensibilité, la générosité des artistes et aussi une immense opération de dévoilement idéologique orchestrée par la bourgeoisie.

F. T. — Pour Coluche, les Restos du cœur, c'était avant tout un problème de dignité. Il disait : « C'est une idée fautive de croire qu'au-

« LES ERECTIONS PESTILENTIELLES »

1978, la crise commence à se faire durement sentir, c'est l'année des recentrages idéologiques, particulièrement à Libé. « Ces nouvelles données économiques et culturelles qui travaillaient le corps social, Coluche grâce à son pouvoir d'imprégnation, en rendait compte... », écrit Frank Tenaille. Comique ou bouffon, adoré ou abhorré, l'homme à la salopette sera mêlé à la vie politique de ces dernières années. Sa candidature aux présidentielles en 1981, fera couler beaucoup d'encre. De

grands intellectuels tels Deleuze et Guattari écrivent : « C'est une candidature, non seulement sérieuse mais sincèrement de gauche et qui va pouvoir véhiculer les désirs et les espoirs d'un certain nombre de gens désorientés... »

Mais en 1981, le sociologue Baudrillard dira : « En fait, Coluche, c'est vraiment cette crise des intellectuels qui veulent se recycler absolument dans quelque chose. Avant, c'était les dissidents, maintenant c'est Coluche ! »

se greffe fatalement une certaine flagornerie de la part de vedettes, ou d'autres, qui essaient de redorer leur blason à peu de frais en pratiquant un humanisme bêlant. L'essentiel, c'est que Coluche voulait aller plus loin. Son projet de loi, exonérant d'impôts la moitié des dons éventuels, cette idée-là, extrêmement importante, qu'il voulait défendre pour toutes les organisations humanitaires à but nutritif lui tenait à cœur.

Ce faisant, refusant de jouer les Saint-Bernard,

que, mais c'est vrai aussi qu'il agissait sur le terrain qui était le sien. Les artistes que l'on voit dans diverses opérations altruistes, ce ne sont pas des politiques. Ils raisonnent de manière épidermique à certaines situations et il le font avec les moyens du bord. Coluche, c'était pareil. Il était bien conscient que cela ne résoudrait pas le problème du chômage.

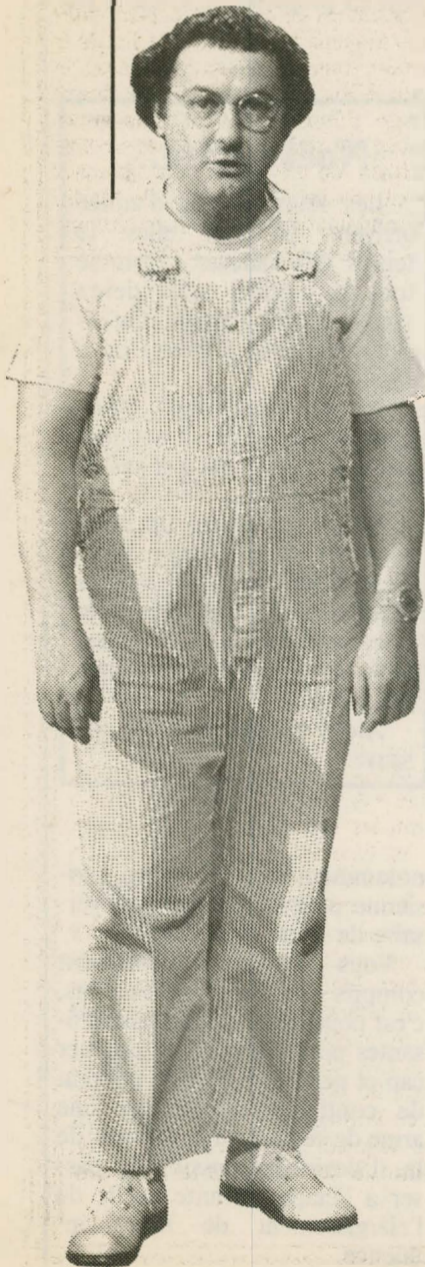
□ Deux aspects apparaissent chez Coluche : les Restos du cœur que nous critiquons et son antiracisme, sa participation aux initiatives de SOS-Racisme entre autres, parfaitement positive.

F. T. — Il avait quelque part un instinct de classe. Il se souvenait de la dèche, de Montrouge. Il disait : « Je parle pour des mecs dont je me sens... originaire. Je ne serais jamais que l'un d'eux. » Et il faisait partie à la fois d'un monde particulier, celui des artistes qui sont soumis aux mouvements idéologiques de la société. Ainsi, je dis dans mon livre que Coluche était cohabitationniste avant la lettre, cela au nom d'une notion importante pour lui : l'efficacité à tout prix. A partir de là, à la fin de sa vie, il développait une idée : prenons ce qu'il y a de meilleur à droite et à gauche, tout en se revendiquant d'une culture de gauche. De là son écumenisme pour les Restos du cœur, et son antiracisme militant. Limites d'une action.

Mais, un artiste, est-ce qu'on peut lui demander autre chose ? C'est le vieux problème de l'autonomie de l'art et de la politique. Souvenons-nous simplement, pour lui pardonner ses ambiguïtés, qu'il disait aussi : « Il faut parfois se méfier des comiques parce que quelquefois, ils disent des choses pour plaisanter. »

Alexis Violet

1. *Le Roman de Coluche*, par Frank Tenaille. Editions Seghers. Paroles et musiques. 75 francs.



Coluche et Manudibango lors d'une initiative humanitaire à Quimper.

jour d'hui, on meurt de faim en France. » Par contre, des gens n'ont pas le minimum vital, en les aidant à se nourrir, on peut leur permettre de consacrer leurs maigres ressources à la satisfaction d'autres besoins élémentaires. Des clochards venaient aux restos du cœur, mais pour l'essentiel, c'était des gens qui avaient perdu leur travail, des familles nombreuses, des représentants de ces couches défavorisées qui n'ont pas le SMIC, c'est-à-dire une population de plus en plus nombreuse à cause du chômage.

Mais comme on vient de le voir récemment à la télé

chaque hiver, il mettait le doigt sur les vrais responsabilités et soulevait de sérieux lièvres comme, par exemple, le scandale des surplus alimentaires chaque année incinérés par la Communauté européenne et qui suffiraient à nourrir tous les indigents d'Europe.

□ C'est généreux, mais ça ne va pas au fond du problème et on en reste au niveau de la distribution.

F. T. — Oui, mais il est toujours facile de critiquer un humoriste. C'est vrai que c'était une personnalité importante, c'est vrai qu'il a fait bouger le monde politi-

LES GUEUX DU CAPITAL

« L'Opéra de quat'sous », de Bertold Brecht

C'est avec une vaste distribution que nous est présenté, du 31 octobre 1986 au 8 février 1987¹, l'Opéra de quat'sous, repris de l'Opéra des gueux de l'Anglais Gray. Giorgio Strehler, le metteur en scène, est un familier de Brecht qu'il a maintes fois monté au Piccolo Teatro de Milan.

Strehler a invité à Paris la chanteuse italienne Milva, qui a souvent interprété Brecht, en allemand, en français et en italien, mais aussi Barbara Sukowa (la Rosa du film de Margarethe von Trotta). Cette dernière interprète la très sage Polly qui, au grand dam de ses parents, Yves Robert et Denise Gence, est enlevée par le bandit Macheath, joué par l'Autrichien Michael Heltau.

Pourtant, ce n'est ni par caprice ni par nécessité d'honorer un contrat européen que Strehler a choisi des acteurs aussi variés, mais plutôt par fidélité aux

origines multiples de l'œuvre de Brecht : « Mélodrame, cinéma, cabaret », dit Strehler. Nous sentions le devoir de procéder à une recherche rigoureuse des sources (...) Je parlerai de café-concert, d'avan-spettacolo, de chanteuses de variétés, je citerai les grands comiques du cinéma muet, Mack Sennett, Charlot... »

A peine l'Opéra de quat'sous était-il créé, que le cinéma et le jazz s'en emparaient comme l'attestent les deux versions, allemande et française, réalisées par Pabst dans les années trente.

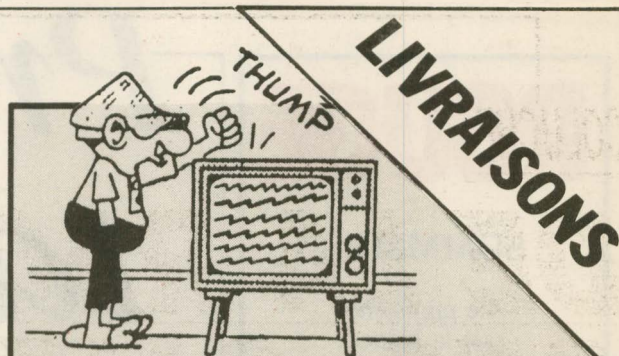
Bertold Brecht était déjà un auteur reconnu lorsque, en 1925, il créa avec Weill l'Opéra de quat'sous. Le succès ininterrompu de cette œuvre sans cesse reprise jusqu'à aujourd'hui tient à la fois à l'apparente simplicité d'une intrigue captivante et à l'innovation en matière musicale. Kurt Weill, en effet, retrouve la musique atonale de ses

premières compositions, tout en intégrant des mélodies populaires, et les rythmes de jazz. Il revendique la facilité des rengaines pour qu'elles aient « quelque chose à dire » sans cesser d'être populaires.

« L'Opéra de quat'sous, explique Strehler, n'est ni un théorème ni une pièce didactique. (...) Ce qui est important dans l'œuvre d'art, c'est la permanence secrète, intérieure de son message, la provocation à la connaissance qu'elle suscite, dans le temps, à ceux qui l'écoutent. La trace qu'elle laisse chez les hommes, sa capacité à animer des forces intérieures, à soulever des questions, sont le signe de sa valeur. » Il conclut son commentaire par une profession de foi : « On a raison de mettre en scène l'Opéra de quat'sous. »

Noémie Mas

1. Au théâtre musical de Paris (TMP), Châtelet. Réservations au 42 33 44 44.



☆ **Dimanche** 22 h 30 (FR3) *Femme ou Maîtresse*, d'Otto Preminger avec Joan Crawford, D. Andrews et H. Fonda. Curieux mélodrame qui vaut surtout par le talent de J. Crawford, l'une des plus grandes comédiennes des années trente-cinquante. A quand un cycle Joan Crawford ?

☆ **Lundi** 20 h 35 (FR3) *le Voleur* de Louis Malle avec J.-P. Belmondo, G. Bujold, J. Guiomar. En choisissant d'adapter le superbe roman de Georges Darien, Malle et son co-scénariste, J.-C. Carrière, prenaient des risques énormes. Le roman de Darien est en effet à la fois un brûlot libertaire et un manifeste contre la propriété, le premier des vols. Et il faut bien reconnaître que le film de Malle tient ses promesses. Je me souviens l'avoir vu, lors de sa sortie en 1967, au milieu du public bourgeois dominical d'une salle du 6^e arrondissement ; et lorsque Randal pénètre dans l'hôtel particulier et qu'il commence à éventrer sauvagement à coups de pied de biche les secrétaires à marquerettes, et autres meubles de style, on entendait monter de ce public plutôt BC-BG des gémissements plaintifs contre ce sacrilège ! C'est au fond cela la « morale » de Randal : il fait un sale métier, mais il a une excuse... il le fait salement !

☆ **Mardi** 20 h 35 (A2) *Un après-midi de chien* de S. Lumet avec Al Pacino et J. Cazale. Excellent film sur ce que certains appellent la nouvelle délinquance, filmé comme un reportage télé, avec montage brut et ce mélange étonnant de dérision et de tragique. Superbe interprétation d'Al Pacino.

☆ **Jeudi** 22 h 40 (FR3) « Nous l'avons tant aimée, la révolution » ; troisième volet : la guerre.

☆ **Vendredi** 23 h (A2) *le Sel de la Terre* d'Herbert J. Biberman. Réalisé de façon quasi-clandestine aux Etats-Unis, en 1953, par une équipe technique qui comptait pas mal de victimes de la sinistre *Liste noire* dressée par le sénateur Eugène MacCarthy, *le Sel de la Terre* connut une carrière internationale tumultueuse, et ne put être montré aux USA... qu'en 1965, soit douze ans après son tournage. Film militant sur une grève menée par des chicanos, *le Sel de la Terre* ressemble trop au cinéma stalinien de l'époque pour arracher l'adhésion. Sur un sujet proche, *Norma Rae*, de Martin Ritt, montrait bien la difficulté d'éviter le manichéisme en de telles occasions. Ce film est un document, pas un classique, hélas !

Michel Laszlo



Tous les livres dont parle *Rouge* (et bien d'autres encore) sont bien entendu disponibles à la

Librairie La Brèche
9, rue du Tunis
75 011 Paris
Métro Nation

(5 % d'avoir à partir de 500 F d'achat de livres).

LIVRES

□ **LE MANOIR DES IMMORTELLLES**, de Thierry Jonquet. Problème pour les flics : quel tueur fou décapite ses victimes à coups de faux ? De cette image de cauchemar qui impose, dans le Paris contemporain, une silhouette de gravure romantique. Jonquet tire une histoire diabolique et saisissante : le flic, miné par la

maladie et la mort de sa femme, gagnera-t-il sa lutte contre Hadès, le tueur ? La mort, sous tous ses aspects, hante cette remarquable et noirâtre réussite. (Gallimard, Série noire, 2 066.)

□ **L'ECOLE DES DETECTIVES**, de Heisner. Le Spirit est certainement le plus désopilant des « super-héros » américains : une espèce de grand colosse couillon et musclé qui tra-

verse ses aventures comme du linge essoré par une vieille Lincoln. Will Eisner s'amuse follement à en dessiner de nouvelles planches et nous, à les découvrir. Ce dernier recueil comprend huit nouvelles inédites... et c'est pas triste ! *L'Ecole des détectives* de W. Eisner. Editions Albin Michel, spécial USA.

CINEMA

□ **HUSBANDS**, de John Cassavetes. Ce film a beau dater de 1970, il n'a pas pris une ride. Cassavetes n'est pas le genre de cinéaste à vieillir en quinze ans. Ce dont il parle, trois Américains moyens, mâles, en goguette et la manière dont il le fait, créer une situation arbitraire et la filmer dans tous ses développements reste tout à fait d'actualité. Actualité de la vie, du cinéma et de leurs rapports. Ces derniers passent par la drôlerie, l'amertume, la minutie de l'observation. Minutie si extrême qu'elle en est parfois gênante. Ce qui est en cause, ce serait le statut de la vérité sociale et morale au cinéma. Spectacle insoutenable dont on ne sortirait qu'en riant. En riant jaune, bien sûr.

TRISTES CIRES (SIC !)

J'ai laissé passer les Sept d'or et me suis accordé une petite période de réflexion supplémentaire pour décerner mes Brosses à reluire d'or.

Je dois avouer que notre jury a eu un mal de chien à départager les cohortes de laquais qui hantent le paysage audiovisuel national pour couronner le plus zélé cireur de pompes, le plus fieffé brosser de guêtres...

Et soudain, le jury s'est accordé une unanimité immédiate après la diffusion de cet « Apostrophes », curieusement intitulé « A bas le roi ! Vive le roi ! » où, petit goret parmi les brontosaures, le ci-devant Thierry Ardisson, ex-lustreur des charentaises de Serge July puis de Daniel Filipacchi, a amplement mérité son titre de Prince des paillassons.

Un seul tour a été nécessaire, vu la complaisance avec laquelle Ardisson a astiqué le cuir pédestre du nataliste et monarchiste Pierre Chaunu, l'homme qui voit dans le retour de la droite au pouvoir... le retour des gentlemen ! (je n'invente rien !)

A l'heure où les Trissotin passés du col Mao au Rotary Club mêlent de plus en plus ouvertement leurs voix à celles de la droite la plus réactionnaire, Thierry Ardisson a dépassé Glucksman et Wolton d'une courte encolure de baudet. Vive le roi... des laquais !

M. L.

ROUGE

SOMMAIRE

Le ministère
de la haine
pages 2, 3, 4

C'est à dire
page 5

Chirac
Perdra-t-il les pédales ?
page 6

Face au shérif de Loudun
page 7

CGT
Retour au point de départ
page 8

Le parti des patrons
page 9

BTP-Nogent-sur-Seine
Objectif gagné
page 10

Tribune libre
Médecins ou mendiants ?
page 11

Courts métrages
pages 12-13

Les chemins de Damas
pages 14-15

Apartheid
Divisés contre Botha
page 16

Suisse
Et maintenant Tchernobàle
page 17

Quand les marchés s'affolent
page 18

Défendez-vous
Défendez Rouge !
pages 19-20-21

Coluche
De la race des saltimbanques
page 22

Livraisons
page 23

Prête-moi ta plume



Chômage et chômeurs

Tout récemment, on a inauguré à Toulouse la maison des chômeurs, appelée « Partage ». Pagat y a donné, à l'occasion, une conférence de presse. Un public sélectionné : des journalistes, des élus locaux, les associations qui soutiennent la campagne « Un pour cent, cent pour un », des délégués d'autres associations et quelques chômeurs. A part les visages crispés de ces derniers et leurs interventions dénonçant la misère que représentent deux mille francs d'allocation par mois, il y avait dans la salle des gens visiblement étrangers au monde de la détresse. Des religieuses y étaient aussi présentes, comme pour avaliser une réunion de charité. Mais Pagat ne leur demandait que des prières.

L'essentiel, c'était le thème de la solidarité envers les chômeurs, pas précisément le problème du chômage. Solidarité dans le partage : partage du travail et du salaire, appel aux dons des particuliers, aux subventions officielles, aux souscriptions pour créer des petits emplois... Bref, l'élan du cœur comme Coluche.

Pour Pagat, ce chômage doit être à la charge de la générosité publique ; c'est une affaire d'altruisme. Ceux qui font la casse peuvent se rassurer : la solution n'est pas mobilisatrice. Rien d'étonnant que mon intervention ait choqué certains. Dire que les travailleurs ont raison de défendre l'intégralité de leur salaire, que c'est la meilleure façon de préserver l'avenir de l'emploi n'entre pas dans leur démarche. Pagat répondit qu'il était conscient de l'opposition d'intérêts entre ceux qui travaillent et les autres. Pour lui, syndicats et ouvriers doivent se montrer moins égoïstes. Question de morale, alors que le futur de l'organisation du travail est en jeu.

Nous voilà devant une divergence grave, le chômage légitimant la précarité du travail. Un saut brusque et dangereux en arrière, tandis que le capital, lui, rêve d'un bond en avant...

J. M. (Toulouse)

Une campagne nécessaire

Chers camarades
Après le sondage dans *l'Express* révélant que 52 % des Français étaient pour l'arrêt du programme nucléaire français, après les réactions des Verts allemands, luxembourgeois et belges face à l'implantation provocatrice de Cattenom, il est temps de lancer la recomposition du mouvement antinucléaire français aujourd'hui inexistant.

Il est certain qu'une telle campagne gagnerait au marxisme révolutionnaire les personnes à sensibilité écologique, les alternatifs, les cathos de gauche, et dégagerait du réformisme des militants ouvriers du PCF et du PS. Salutations communistes.

Un diffuseur de *Rouge* à la Cité-U, ex-militant de la LCR

Coup de colère

Rouge de la semaine dernière demandait à ses lecteurs de lui écrire pour lui faire part de leurs remarques et suggestions. J'en profite.

Si je lisais avec sympathie les appels de *Rouge* pour s'abonner (ce que je fais depuis quatre ans que je suis en Ardèche), je commence à bouillir à leur lecture. Car je comprends que les lecteurs et les abonnés hésitent à s'abonner ou à se réabonner. Je passe sur le fait que *Rouge*, bouclé le mercredi soir, arrive au fin fond de la province le samedi soir, le lundi et parfois le mardi suivant. Vous m'avez déjà expliqué que vous n'y pouviez pas grand-chose. Mais, concernant *Critique communiste*, il y a un numéro par mois, et c'est le bouquet.

Je viens de recevoir le numéro 56 (d'octobre) le 25 du mois. Et le dernier que j'ai reçu, c'est le nu-

méro 53 du mois de juin. J'attends toujours les numéros pour les mois de juillet, août et septembre 1986. *Inprecor*, avec ses deux numéros par mois, est d'une régularité exemplaire. Demandez des conseils !

Il me semble que si vous arriviez à régler ces problèmes de retard, certains n'hésiteraient pas à s'abonner ou à se réabonner. Et même à prendre des abonnements de soutien. Ce que je ne fais pas à l'heure actuelle, car je ne tiens pas à encourager ce qui se passe.

Je serais désolé si les « problèmes techniques » continuaient à me contraindre de me passer de mon hebdomadaire favori que je lis depuis 1971. Amicalement quand même.

N. P. (Privas)

En ce qui concerne l'acheminement de *Rouge*, il faut savoir que le journal est tiré le mercredi soir dans la nuit. La mise sous plastique pour nos abonnés individuels est faite dès

le jeudi matin et le journal est déposé à la poste le jeudi après-midi, toujours à la même heure. Or, il y a des délais d'acheminement qui peuvent, selon les semaines, varier de plusieurs jours.

En ce qui concerne *Critique communiste*, nous sommes confrontés au début de chaque trimestre au problème suivant : nous sommes obligés, notamment pour bénéficier des tarifs préférentiels réservés à la presse, de déposer l'ensemble des envois en même temps. Or, les adresses des abonnements militants postaux ne nous parviennent que très tardivement, nous obligeant souvent à attendre la deuxième quinzaine du mois pour effectuer l'expédition.

Enfin, si N. P. n'a pas reçu les numéros 54 et 55 de *Critique communiste*, c'est suite à une erreur d'introduction dans le fichier informatisé que nous gérons nous-mêmes depuis quelques mois. Mille excuses donc ! Mais il faut que nos abonnés nous signalent au plus vite toutes les anomalies d'expédition en écrivant ou en téléphonant (poste 31) au service diffusion.

Ecrivez-nous...

... mais soyez courts !

Cette page vous est réservée. Alors, faites-nous part de vos réflexions sur la vie politique et sociale, de vos réflexions sur le journal, ou de vos expériences.

A vos plumes et... à bientôt !

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.



ABONNEMENT

1. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)

3 mois : 200 F 6 mois : 400 F 1 an : 800 F

	France DOM-TOM	Etranger
--	-------------------	----------

2. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F
---	-------	-------

3. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F	
------------------------------	-------	--

4. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F
--	-------	-------

Nom

Prénom

Adresse

.....

Formule choisie

Règlement à l'ordre de la PEC,
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.
☎ 48 59 00 80